

L'ARBITRAGE

dans

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 11 Juin 1932 à 14 heures

PAR

Berthold FALIKMANN

Président : M. Gilbert GIDEL

Suffragants }

MM. BASDEVANT,
LE FUR.

{ *Professeurs*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1932

L'ARBITRAGE
dans
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

L'ARBITRAGE

dans

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 11 Juin 1932 à 14 heures

PAR

Berthold FALIKMANN

Président : M. Gilbert GIDEL

<i>Suffragants</i>	}	MM. BASDEVANT, LE FUR.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	---------------------------	---	--------------------

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1932

*
2656r



A MES PARENTS

INTRODUCTION

L'histoire de l'humanité est écrite avec du sang. Elle nous montre que les hommes, pour régler leurs conflits, ont recouru à la force, à la violence. Et la force est aveugle, elle n'est pas au service de la justice, au contraire, elle la viole pour opprimer les faibles. Dans les rapports internationaux c'est cette force, mais collectivisée, qui produit ces fâcheux effets. Elle ne permet pas aux États une vie commune, tranquille et prospère. Elle retarde le progrès et trop souvent l'humanité qui fait deux pas en avant, en fait trois en arrière.

Les États ont commencé à comprendre assez tard, qu'il fallait tâcher d'éliminer la force de leurs rapports.

Ils ont donc cherché à la remplacer, comme moyen de règlement de leurs conflits, par des moyens pacifiques. Tâche ardue et compliquée, qu'ils ne réussirent pas à accomplir souvent. Fait étrange : que de ne pas être en état d'empêcher ce qu'on provoque soi-même.

Survient la guerre mondiale ; des êtres intelligents devaient s'entretuer, pour montrer à ceux qui ont survécu, où gîtent les véritables facteurs du bien-être des

États, donc du leur. Dans ce but les États s'organisèrent en une Société, qu'ils considérèrent comme plus capable de sauvegarder la paix, qu'une vie isolée des États. Vouloir la paix, cela veut dire immobiliser la force, la violence, les éliminer.

Mais il ne suffit pas de dire « non » dans la vie — même des États. Il faut toujours construire. Et les États dans leur nouvelle organisation — la Société des Nations — en étaient conscients. Ils comprenaient, que si on voulait éliminer la guerre comme moyen de solution de conflits, il fallait prévoir des procédures qui la remplaceraient. Car des conflits existeront partout et toujours, à cause de la nature humaine qui porte en elle le germe de disputes et de malentendus. Mais si la nature humaine ne peut être changée par nos efforts, quelque'ils soient, nous pouvons au contraire amener un changement dans les moyens de règlement des conflits entre les États.

Dans sa constitution — Le Pacte —, la Société des Nations a institué des procédures pacifiques, que les États membres sont obligés de suivre dans leurs conflits.

Voilà la paix comme moyen de règlement de conflits, — pour la paix, — au lieu de la force. Qu'elle puisse toujours s'imposer contre la force, qui tâche parfois de réapparaître, le temps nous l'apprendra. En tout cas, la paix et la guerre se livrent une lutte acharnée.

Et l'une des armes de la paix, c'est l'arbitrage, que nous nous proposons d'étudier maintenant.

Notre but est demontrer la façon, dont l'arbitrage est organisé dans le Pacte, puis son évolution dans la Société des Nations : ainsi nous traiterons l'Acte Général de Genève, qui justement forme l'élément tangible de cette évolution. Mais il sera nécessaire, d'examiner les faits importants qui ont conduit à l'adoption de l'Acte Général. Ce sera l'objet de la Première Partie.

Dans la deuxième nous tâcherons d'établir la nature juridique de l'arbitrage, telle qu'elle se dégage de ce que nous avons examiné dans la Première Partie. Dans ce but, nous serons obligés de traiter le problème de la différence qui existe entre le règlement arbitral et le règlement judiciaire et plus brièvement quelques autres questions qui en sont des conditions essentielles.

Ainsi voit-on, que nous voulons simplement mettre en relief la réglementation théorique de l'arbitrage dans la Société des Nations et, cela fait, établir sa nature juridique.

PREMIÈRE PARTIE

**L'organisation de l'Arbitrage
dans la Société des Nations**

TITRE PREMIER

L'ORGANISATION DE L'ARBITRAGE DANS LE PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

« Considérant que pour développer la coopération entre les nations et pour leur garantir la paix et la sûreté, il importe d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre... »

Tel est le premier passage du préambule du Pacte de la Société des Nations dont la signification consiste dans le fait, que les États membres de la Société des Nations ont assumé l'engagement de ne pas se servir dans certains cas de la guerre comme instrument de la politique nationale. C'est dans les art. 11, 12, 13, 14, 15, 16 que se trouvent ces dispositions qui restreignent la liberté de volonté des États, pour ce qui est de la solution guerrière des conflits. Ces articles nous révèlent un mécanisme pacifique très souple, qui convient par la diversité de ses formes à la diversité des conflits possibles.

M. Wilson déclarait qu'« il était impossible de prévoir tous les cas et de créer un mécanisme propre à toutes fins. Nous avons voulu faire non pas une camisole de force, mais *quelque chose de vivant*. Nous avons voulu créer un instrument de puissance et d'action, mais *d'une action qui peut varier et qui variera* selon les circonstances et selon les époques¹ ».

Les auteurs du Pacte ont donc pris en considération les réalités de la vie et ont cherché à les combiner avec l'idéal qui les dominait, pour arriver à une moyenne qui satisfera à ces deux facteurs et leur permettra d'obtenir le résultat cherché, — la paix. Ils se sont pénétrés de ce principe, si souvent oublié, que ce sont les circonstances qui commandent et qu'il faut s'adapter à elles. A la Conférence des Préliminaires de paix², M. Orlando expliquait les difficultés qu'il faudrait résoudre pour combiner les deux principes de la composition du Pacte : « Nous procédions de 2 principes absolus, dont la conciliation pouvait apparaître *a priori* dialectiquement impossible, c'est-à-dire d'un côté la souveraineté des États, superlatif, qui ne comporte aucune comparaison ni relation et de l'autre côté la nécessité d'une limite supérieure imposée à la conduite des États, afin que la sphère de leurs droits pût s'harmoniser avec celle des droits de tous

1. Rapport sur le projet de la Société des Nations devant la Conférence des Préliminaires de Paix, III^e séance plénière.

2. III^e séance.

les autres, afin que leur liberté ne pût pas comprendre la liberté de faire le mal. Nous avons pu réaliser la conciliation de ces 2 principes sur la base de la « self-contraint » d'une coercition spontanée, de sorte que les États seront amenés dans l'avenir sous le contrôle de l'opinion publique du monde entier à reconnaître volontairement la limite qui leur est imposée par égard à la paix universelle. « Donc, le mécanisme des différents moyens pacifiques, dont les États ont contracté l'obligation de se servir pour la solution de leurs conflits, est la synthèse des principes qui animaient les auteurs du Pacte.

Nous passons maintenant à l'étude de l'arbitrage comme moyen et facteur de règlement pacifique des conflits internationaux, tel que l'a organisé le Pacte de la Société des Nations.

CHAPITRE PREMIER

LES ARTICLES 12 ET 13

Que l'arbitrage constitue un des 3 moyens pacifiques de solution des conflits, prévus par le Pacte, c'est ce que l'art. 12 nous permet de constater. Mais le choix de l'un d'entre eux est laissé à l'appréciation des parties¹ (car des désaccords sont fort possibles, surtout quant à l'arbitrage qui exige leur commun accord) et M. Hoiyer observe très bien que « si le pacte ouvre aux parties en litige diverses voies d'arrangement pacifique, il ne détermine nullement par des règles d'un caractère objectif les cas dans lesquels elles devraient recourir à l'une plutôt qu'à une autre des voies envisagées² ». L'obligation de recourir à l'une de ces procédures pacifiques est la conséquence nécessaire d'un différend susceptible d'entraî-

1. M. Léon Bourgeois déclarait à la session du Conseil (27 octobre 1920) que l'art. 12 donne aux membres la liberté de choix, quant à la question de savoir s'ils porteront leur différend devant la Cour, devant une autre juridiction internationale ou devant le Conseil de la S.D.N.

2. *La sécurité internationale et ses modes de réalisation*, t. II, p. 21.

ner une rupture. Mais la constatation de cette qualité d'un conflit peut donner lieu à des divergences de vue par défaut de règles objectives. Mais nous pensons que cette condition se réfère plutôt au recours au Conseil ¹ (dans l'art. 15 elle est mentionnée encore une fois) puisque pour le recours à l'arbitrage le commun accord des parties est généralement nécessaire.

Le second membre de l'art. 12 prescrit aux parties de ne recourir en aucun cas à la guerre avant l'expiration d'un délai de 3 mois après que la décision arbitrale est intervenue. Si l'on voulait apprécier l'art. 12 d'une façon isolée par rapport aux autres articles, il résulterait de cette partie qui nous occupe maintenant, que la décision arbitrale n'a aucune force obligatoire et que l'unique limitation de liberté, acceptée par les États, est de ne pas se faire la guerre dans le délai déterminé de 3 mois après la décision. M. Dotremont ² dit même « il apparaît que le Pacte rompt ici non sans désinvolture avec la notion même de l'arbitrage, c'est-à-dire de procédure mettant fin au différend par l'exécution obligatoire de la sentence ». Cela serait le résultat d'un commentaire isolé de l'art. 12. Mais on ne doit pas envisager ainsi un ensemble de dispositions régissant les rapports entre

1. Le Comité des juristes, sollicité de donner son avis par le Conseil le 22 novembre 1923 à l'occasion du conflit gréco-italien a répondu (actes V^e Assemblée) à ce sujet : « Le Conseil peut à tout moment apprécier la gravité du différend et régler en conséquence les modalités de son action ».

2. *L'arbitrage international et le Conseil de la S.D.N.*, p. 82.

différentes unités. On doit l'étudier plutôt d'un point de vue plus élevé pour avoir d'abord une vue d'ensemble sur son but essentiel, sur l'esprit qui l'anime, pour arriver à comprendre les relations étroites qui existent entre les différents articles dans notre cas, éléments nécessaires d'un organisme dont la raison d'être est d'assurer la paix du monde. Toutes ces considérations nous obligent à étudier chaque article en rapport avec les autres. Par conséquent dans la 2^e phrase du 1^{er} alinéa de l'art. 12, il peut s'agir seulement d'un délai imposé en cas d'une guerre *non-prohibée* par le Pacte, si nous prenons en considération l'alinéa 4 de l'art. 13. qui interdit la guerre contre un membre qui se conforme à la sentence du Conseil. Si nous étudions séparément l'art. 12 et l'art. 13 il en résulterait une contradiction entre ces 2 articles, telle que dans l'art. 12 l'unique obligation consisterait dans l'attente d'un délai de 3 mois pour se faire la guerre (d'où on peut conclure que la guerre est permise), tandis que l'art. 13 parle d'une prohibition de la guerre *dans un certain cas*. Voilà une contradiction apparente qui aurait due être évitée, pour ne pas donner lieu à des commentaires contradictoires. M. Dotremont s'efforce d'expliquer cette contradiction apparente en disant que l'art. 12 formule la règle générale du recours obligatoire soit à l'arbitrage, soit à la médiation du Conseil. Les articles suivants développent la règle générale. Ainsi l'art. 12 impose aux parties un moratoire pacifique de 3 mois,

quelques soient les droits que d'autres articles reconnaîtraient à ces parties dans la question d'une guerre d'exécution qui par exemple deviendrait licite dans le cas où la partie succombante à l'arbitrage refuse de se conformer à la sentence¹. Par conséquent la contradiction apparente se réduit à la prescription d'un délai déterminé dans les cas d'une *guerre permise* aux États par d'autres articles du Pacte, ce que nous examinerons encore plus tard. M. Padoux tâche d'expliquer d'une autre façon cette contradiction : « D'après l'art. 13 la sentence arbitrale tranche le différend et sans en imposer en propres termes l'exécution forcée le Pacte prévoit que le Conseil prendra des mesures pour en assurer l'effet. D'après l'art. 12 au contraire, l'arbitrage... ne constitue guère autre chose que ce que l'on dénomme en procédure française une tentative pour amener un rapprochement. La sentence des arbitres... ne lie les parties auxquelles on réserve expressément la faculté de recourir aux armes sous la seule condition de n'entamer les hostilités qu'à l'expiration d'un délai de 3 mois à dater de la sentence² ».

A notre avis, cette interprétation n'est pas acceptable, car dans un même ensemble de règles, il ne peut y avoir 2 articles dans lesquels l'arbitrage ait alternativement une physionomie et des conséquences toutes différentes,

1. *Op. cit.*, p. 85.

2. « Du recours à la S.D.N. en cas de difficultés internationales », *Revue générale de Droit international public*, 1920, p. 92.

comme ce serait dans les art. 12 et 13 après M. Padoux. Si ce point de vue était juste, il conduirait aux résultats les plus fâcheux, parce qu'il suffirait à un État, qui voudrait faire une guerre et en même temps rester en conformité avec les dispositions du Pacte d'invoquer l'art. 12 qui dès lors lui permettrait sous l'observation formelle du Pacte de réaliser ses intentions mauvaises, tandis que l'arbitrage invoqué par l'art. 13 formulerait au contraire des grandes restrictions à la liberté de mouvement des parties. Une telle situation aurait annihilé l'arbitrage comme proc. pac., étant donné que la plupart des États auraient cherché à profiter des *libertae maximae* accordées par le Pacte.

Le 2^e alinéa de cet article prescrit que « la décision doit être rendue dans un délai raisonnable ». M. Dotremont demande qu'on établisse « par des statistiques la durée moyenne de la procédure arbitrale¹ ». Nous tenons à dire que l'expression « raisonnable » a ici un caractère tout à fait abstrait. Ce mot est quelque chose de très élastique : ainsi on peut le comprendre comme permettant aux arbitres de rendre la décision même dans un délai un peu plus éloigné, s'il correspond à la satisfaction des parties, à l'efficacité de la décision, à l'intérêt de la paix. Par conséquent « délai raisonnable » indique justement la qualité d'un délai, qui doit tenir compte des circonstances particulières de l'affaire à régler.

1. *Op. cit.*, p. 93.

En ce qui concerne les effets de l'engagement du moratoire pacifique de 3 mois, il est défendu aux parties d'envoyer un ultimatum durant ce temps qui menace même indirectement par la guerre ou des mesures de guerre. Car si la guerre est défendue, il s'ensuit que des mesures préparatoires sont également défendues¹. Le but et la raison de ce délai consiste justement dans l'offre d'une occasion de se concilier, qui serait contrarié, par un ultimatum. Beaucoup d'auteurs croient que des rétorsions et des représailles qui ne peuvent pas entraîner une rupture, sont permises. Quant à l'occupation pacifique il y a des auteurs comme MM. Schücking-Wehberg qui la considèrent comme défendue avant et pendant le règlement arbitral ou avant l'expiration du délai de 3 mois, tandis que d'autres sont d'avis contraire. La question se posait à l'occasion du conflit greco-italien. A la XIV^e séance du Conseil de la Société des Nations², M. Salandra, représentant de l'Italie s'efforçait de justifier l'occupation de Corfou comme compatible avec les dispositions du Pacte. Et après avoir cité quelques auteurs comme Oppenheim, Bonfils-Fauchille, qui considèrent l'occupation (à titre de garantie) comme mesure pacifique, il disait notamment : « Il ne faut pas croire que le Pacte de la Société des Nations ait interdit ces moyens pacifiques de répression. Ils ne

1. Schücking-Wehberg, *Die Satzung des Völkerbundes*, p. 507.

2. 18 septembre 1923, P.V., p. 1314.

sont défendus par aucun de ses articles. J'ajoute que dans son préambule les principes du Droit international sont expressément reconnus. On compte parmi ceux-ci le droit de représailles pacifiques et d'occupation à titre de garantie ». A notre avis l'occupation « pacifique » avant et pendant le règlement arbitral et avant l'expiration d'un délai de 3 mois constitue une mesure de « self-justice » qui fait appel à la force militaire. Ces raisons nous obligent à considérer l'occupation pacifique comme contraire au Pacte.

L'art. 13 s'occupe de façon toute particulière du règlement arbitral. Il mentionne les conditions, auxquelles est soumis le recours à cette sorte de règlement pacifique. Premièrement les 2 parties doivent être d'accord sur le caractère arbitral de l'affaire et deuxièmement le conflit doit avoir été antérieurement l'objet de négociations diplomatiques, qui n'ont pas apporté un résultat satisfaisant.

La première condition n'est que la reproduction de celle qui est exigée habituellement pour le recours à un tribunal arbitral, c'est-à-dire : l'accord des parties. Par conséquent, l'arbitrage, tel qu'il est conçu dans le Pacte, maintient son caractère facultatif habituel, en ce sens, que c'est la volonté de chaque partie qui intervient, elle-même influencée à son tour par les circonstances dans lesquelles le conflit se produit et par l'importance des intérêts en jeu. En ce qui concerne la 2^e condition, il

n'y a pas de critères déterminés, qui permettraient de définir exactement les négociations diplomatiques, destinées à empêcher de naître entre les parties des divergences de vue sur l'utilisation et l'échec même de la voie diplomatique. La Cour permanente de Justice Internationale s'efforçait d'en donner une définition : « Une négociation ne suppose pas toujours et nécessairement une série plus ou moins longue de notes et de dépêches ; ce peut être assez qu'une conversation ait été entamée ; cette conversation a pu être très courte ; tel est le cas si elle a rencontré un point mort, si elle s'est heurtée finalement à un non-possumus à un non-volumus péremptoire de l'une des parties et qu'ainsi il est apparu avec évidence que le différend n'est pas susceptible d'être réglé par une négociation diplomatique ¹ ». Selon nous la Cour Permanente montre ici les différentes formes sous lesquelles peuvent se présenter les négociations diplomatiques ; ainsi des différences d'appréciation ne sont pas exclues. Puisque des critères précis ne s'en dégagent pas, qui s'imposeraient aux parties, cette condition est également plus ou moins à la merci de chaque partie et c'est seulement de leur bonne volonté que peut naître leur accord.

Le 2^e alinéa de l'art. 13 énumère les différends qui sont « généralement susceptibles » d'une solution arbitrale. C'est le mot « généralement » qui défend la conclusion à

1. Affaire Mavrommatis, arrêt n° 2, 30 août 1924.

l'arbitrage obligatoire de ces 4 différends, relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de Droit international, à la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international, où à l'étendue ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture. Les trois États scandinaves essayèrent à la première Assemblée de faire supprimer le mot « généralement » et d'introduire par cette suppression l'arbitrage obligatoire pour ces 4 catégories de conflits. Mais cette proposition fût repoussée. Au moment où les États sont d'accord pour soumettre leur différend à la procédure arbitrale, il leur appartient naturellement de désigner la juridiction. Mais s'il y a une convention antérieure, les parties sont tenues de respecter ses prescriptions. Naturellement, d'un commun accord, elles peuvent toujours faire appel à une autre instance que celle qui est prévue dans leur convention antérieure. Par le fait que l'alinéa 3 de l'art. 13 mentionne le respect des conventions particulières en ce qui concerne les instances à suivre dans le cas d'un conflit, nous sommes amenés à traiter d'une façon un peu plus large cette question, à cause de son rapport intime avec les prescriptions des art. 12 et 13. Si le respect des juridictions prévues dans des conventions antérieures est consacré, il faut mentionner l'art. 21 qui considère comme compatibles avec le Pacte les traités d'arbitrage, etc..., qui assurent le maintien de la paix, pour conclure que toutes les

prescriptions de ces traités doivent être respectées. Par conséquent, si un traité particulier prescrit le recours en cas de conflit à un règlement pacifique déterminé, par exemple arbitral, c'est alors l'obligation conséquente à ce traité qui prime en vertu du principe *Lex specialis derogat generali*. C'est ce rapport qu'on peut établir entre le Pacte de la Société des Nations qui forme la règle générale de conduite entre les États membres et les traités particuliers, qui s'adaptent aux circonstances particulières de 2 ou plusieurs États. Différents cas peuvent alors se présenter : un État, ayant un traité d'arbitrage avec un autre, déclare que le conflit en question ne remplit pas les conditions nécessaires pour être soumis à la juridiction prescrite par ce traité et veut le soumettre au Conseil. L'autre partie conteste ces affirmations et demande le respect du traité. Que va faire le Conseil ? Il peut y avoir deux moyens pour résoudre cette question de compétence : l'un spécial et l'autre général. Le premier consisterait dans la mise en action du mécanisme prévu dans le traité, pour le cas d'un conflit d'appréciation sur la compétence. Dans le cas où de pareilles dispositions feraient défaut le Conseil demandera un avis consultatif de la Cour Permanente de Justice Internationale. Si les États en conflit ont signé la disposition facultative de l'arbitrage obligatoire, c'est-à-dire l'art. 36 du Statut de la Cour Permanente ¹, alors la Cour pourra

1. Texte art. 36..... Les membres de la Société et Etats mentionnés à l'annexe du Pacte pourront, soit lors de la signature ou de la ratification

juger sur requête unilatérale cette question de compétence, qui se trouve être l'un de ces 4 cas de différends mentionnés : l'interprétation d'un traité. Nous voyons donc qu'il y a une certaine congruence entre les dispositions du Pacte et celles d'un traité particulier.

Une question intéressante, qui entre dans ce cadre, s'est posée à un Comité de Juristes au sujet du règlement du conflit greco-italien par le Conseil de la Société des Nations. « Le Conseil, saisi conformément à l'art. 15 par 1^{er} par un de ses membres, doit-il, soit à la demande d'une partie, soit d'office, surseoir à l'examen du différend quand par une autre voie se poursuit du consentement des parties la solution de ce différend¹ ». Et la réponse du Comité des Juristes ne laisse aucune équivoque sur le devoir du Conseil de respecter les obligations des accords particuliers et dit notamment : « Quand un différend est contrairement aux termes de l'art. 15 al. 1, porté devant le Conseil à la requête de l'une des parties, alors que ce même différend fait déjà l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire quelconque, le Conseil doit se refuser à l'examen de la requête² ».

du Protocole auquel le présent acte est joint, soit ultérieurement, reconnaître dès à présent comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre membre ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur toutes ou quelques-unes des catégories de différends d'ordre juridique, ayant pour objet l'interprétation d'un traité tout point de droit international, la réalité de tout fait qui s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international, l'étendue ou la nature de la réparation due pour une telle rupture...

1. P.V., 1923, p. 1328.

2. P.V., Conseil, 1924, p. 524.

L'exécution de la sentence.

L'al. 4 de l'art. 13 comprend l'engagement formel des membres, d'exécuter de bonne foi les sentences rendues et à ne pas recourir à la guerre contre tout membre qui s'y conformera. La 2^e phrase tient compte de la possibilité d'une non-exécution et institue le Conseil comme instance à ce sujet. Il en résulte, que la partie qui ne se conformerait pas à la sentence, ne serait pas protégée contre la guerre. En pareil cas il ne pourrait s'agir que d'une guerre d'exécution, étant donné que le Conseil est prévu pour assurer l'effet de la sentence. Par conséquent, une guerre « *propria voluntate* » contre la partie non-exécutrice n'est pas permise. C'est seulement le Conseil qui pourrait autoriser comme mesure, devant assurer l'effet de la sentence, la guerre. Une autorisation tacite n'est pas exclue, elle peut être supposée en cas de guerre ouverte par la partie gagnante dans le procès contre l'autre et sans que le Conseil s'y oppose. La guerre rentre donc dans les mesures permises par le Pacte pour assurer l'effet de la sentence. Naturellement, elle sera « *l'ultima ratio* » du Conseil. Pourtant une restriction existe — le moratoire pacifique de 3 mois, prévu par l'art.12.

C'est la conclusion générale qui peut se dégager de cette disposition du Pacte. Mais elle perd sa valeur en face du second article du Pacte Briand-Kellog, qui dit

expressément : « Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent que le règlement ou la solution de tous les différends ou conflits de quelque nature ou quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être cherché que par des moyens pacifiques. » Par conséquent entre les Etats signataires du Pacte Briand-Kellog la guerre comme mesure d'exécution de la sentence est littéralement exclue. — « Nous reconnaissons qu'il n'y a pas « contradiction » entre le Pacte de 1928 et le Pacte de 1919 ; mais parmi plusieurs modes d'application de l'art.13 les signataires du nouveau Pacte renoncent à ceux qui impliqueraient l'emploi des moyens non-pacifiques¹ ».

Il n'est pas douteux que la Société des Nations ne forme un progrès très considérable par rapport à la Société des Etats « qui n'est pas organisée² » et dans laquelle les sentences intervenues restent des questions intéressant seulement les Etats en litige, ce qui diminue beaucoup leur efficacité. Au contraire, la Société des Nations considère l'exécution des sentences arbitrales comme intéressant la Société toute entière, qui doit protéger, respecter et faire respecter les droits de ses membres.

Cette « reassurance » à la Société des Nations des sen-

1. Ray, *Commentaire du Pacte de la S.D.N. selon la politique et la jurisprudence des organes de la Société*, p. 431.

2. M. de Lapradelle, *Cours professé à la Faculté de Droit*, 1930-31, 4^e leçon.

tences arbitrales est un facteur important de leur efficacité et n'a pas seulement une influence bienfaisante sur la solution du conflit en question, mais aussi sur la confiance générale et le but de la Société des Nations, qui est le maintien de la paix.

C'est donc le Conseil qui prendra en mains l'affaire de la sentence inexécutée, qu'elle provienne d'un tribunal arbitral auquel les Etats membres en litige se sont remis en vertu d'un traité d'arbitrage particulier¹, (et nécessairement s'il s'agit de membres de la S.D.N.) ou qu'elle provienne de ceux des Etats étrangers à la Société des Nations, qui ont acceptée l'offre de la Société des Nations de se soumettre à son intervention dans un cas semblable, en vertu de l'art. 17. Par le fait que le Conseil doit s'en occuper, les parties sont censées avoir dévolu l'exécution de la sentence à la S.D.N.² qui par conséquent est obligée de prendre les mesures nécessaires.

L'inexécution d'une sentence arbitrale peut être ou peut devenir un tel danger pour l'autorité et pour l'existence de la Société des Nations, qu'en vertu de l'art. 11 le Conseil s'en charge.

Mais en pareil cas on ne pourra pas réunir facilement

1. « Il suffit que des membres de la Société parviennent par voie de convention à s'assurer l'obtention d'une sentence arbitrale ou judiciaire dans tous les cas, quelqu'ils soient de différend pour qu'ils s'assurent ce minimum de garantie qui leur est donné par le pacte » (M. Rolin à l'Assemblée de la S.D.N., 25 septembre 1925).

2. MM. Schücking-Wehberg disent que « der Völkerbund für die Erfüllung der Schiedssprüche sorgen muss » (la S.D.N. doit intervenir pour l'accomplissement de la sentence, Die Satzung des Völkerbundes, p. 532).

l'unanimité. Des facteurs politiques entreront souvent en jeu, en raison des conséquences que la plus ou moins large étendue des mesures recommandées pourrait entraîner. MM. Schücking et Wehberg sont d'avis que l'acceptation à l'unanimité d'une décision du Conseil exige une grande compréhension des membres pour l'idée de la Société des Nations¹. M. Huber s'exprime franchement sur ce point en déclarant que, pour que l'exécution des sentences soit susceptible de contrainte, les puissances politiquement influentes de la Société doivent intervenir. En général, elles le feront au cas seulement où elles auront une grande influence sur ces sentences².

Il s'agit maintenant de savoir, quelles seront les conséquences en cas de non-exécution « active³ » c'est-à-dire si celle-ci est accompagnée de la guerre. Il n'y a alors qu'à appliquer les sanctions prévues par l'art. 16 qui contient sur ce cas un engagement, exprès des Etats membres. « Si un membre de la Société recourt à la guerre contrairement aux engagements pris aux art. 12, 13 ou 15, il est *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres membres de

1. *Op. cit.*, p. 533.

2. Texte original allemand : « Damit die letzteren (Justiz-sprüche) in einem Völkerbund erzwingbar sind, müssen sich die politischen ausschlaggebenden Staaten des Bundes gegebenenfalls dafür einsetzen. Das werden sie aber im Allgemeinen nur tun, wenn sie selber einen massgebenden, Einfluss auf diese Entscheide haben. (« Völkerbunds-Vertrag », conférence au Berner Juristenverein, 15 décembre 1919).

3. M. Dotremont fait la distinction entre non-exécution « active » et non-exécution « passive », *Op. cit.*, p. 97.

la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes les relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre leurs nationaux et ceux de l'Etat en rupture de Pacte et à faire cesser toutes communications financières ou personnelles entre les nationaux de cet Etat et ceux de tout autre Etat, membre ou non de la Société. » (Suivent des détails d'exécution des sanctions).

Tout bien considéré, on doit penser qu'en général les sentences arbitrales seront exécutées de bon gré, parce que, l'arbitrage étant rendu facultatif dans le Pacte, les parties y recourent de leur propre volonté et savent par conséquent d'avance minutieusement à quoi elles s'obligent.

Une question intéressante qui peut se poser parfois, est la suivante : Est-il de la compétence du Conseil de modifier la sentence s'il le juge convenable. D'après l'al. 4 de l'art. 13, le Conseil n'y est pas autorisé, parce que celui-là lui donne seulement le droit de proposer les mesures qui doivent assurer l'effet ; de quoi ? De la sentence rendue par une instance autorisée par les parties. Donc la possibilité d'une modification *ex officio* par le Conseil sur le fond de la sentence n'est pas donnée, mais nous pensons que le Conseil doit posséder malgré tout une certaine compétence de modifier *les formes* et les modalités de l'exécution de la sentence, si cela est une mesure capable d'assurer son effet.

M. Schindler va encore plus loin, en déclarant : « Cette liberté (d'appréciation en ce qui concerne les modalités de l'exécution de la sentence) lui est d'autant plus nécessaire, qu'il n'est pas impossible, que le jugement arbitral ne corresponde pas, soit d'une part au traité d'arbitrage ou du compromis des parties, soit d'autre part aux exigences de la justice ... La faculté d'appréciation dont il dispose n'est pas du domaine judiciaire, mais du domaine politique ¹ ».

1. « Les progrès de l'arbitrage obligatoire depuis la création de la Société des Nations », *Recueil des Cours de l'Académie de la Haye*, v. 1928, pp 355 et 356.

TITRE II

L'EVOLUTION DE L'ARBITRAGE DANS LA SOCIETE DES NATIONS

La Société des Nations ne constitue pas en vérité une fin en soi, mais un moyen, un organisme qui doit donner aux Etats la possibilité de régler pacifiquement leurs conflits en vue de la confiance réciproque, de la justice et de la paix, qui sont les bases du bien-être moral et matériel de l'humanité. Le Pacte de la Société des Nations ne forme qu'un commencement, qu'un point de départ pour ces grands buts, dont l'accomplissement est sous la dépendance des circonstances et de la bonne volonté. Au moment, où le Pacte a été rédigé, ses auteurs se trouvaient encore sous la hantise de la Guerre Mondiale qui venait à peine de finir, d'une agitation populaire qui avait atteint son point culminant. Ces événements et aussi l'absence de l'Allemagne ont influé grandement sur le contenu et la portée du Pacte, qui par conséquent

ne peut pas satisfaire toutes les exigences. Le Pacte est le produit de l'époque troublée à laquelle il a été composé.

La façon, dont les moyens pacifiques, tel que l'arbitrage, y sont traités, montre l'incohérence du système entier. C'est plutôt un exposé de principes, qu'une organisation de procédures pacifiques, dont le mécanisme doit être construit d'une façon efficace et selon des limites de compétence bien déterminées, pour que leur déclenchement soit assuré de telle sorte, qu'elles puissent donner aux Etats la conscience de leur sécurité « juridique » et le règlement pacifique correspondant à la nature de chaque conflit.

Les Etats se sont aperçus de ces défauts du Pacte et l'ont complété par l'Acte Général d'Arbitrage de Genève. Il a été accepté par l'Assemblée de la Société des Nations le 26 septembre 1928. Il est donc une émanation de la Société des Nations, et forme ainsi la grande convention collective entre les Etats membres de la S.D.N.¹, » la charte en matière de règlement pacifique des différends internationaux².

1. Les Etats non-membres sont invités à y participer dans la mesure où ils ont reçu une copie de la part du Conseil.

2. M. Politis, dans son rapport au nom de la Sous-Commission à la 1^{re} Commission, P.V., 1^{re} Commission, p. 58.

CHAPITRE PREMIER

L'ACTE GÉNÉRAL DE GENÈVE ET SES ANTÉCÉDENTS

L'Acte Général est entré en vigueur le 16 août 1929 et a été ratifié jusqu'à présent par dix-neuf Etats ; savoir, l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Grande-Bretagne, l'Inde l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle Zélande, les Pays-Bas, le Pérou, et la Suède.

Il a été préparé par le Comité d'Arbitrage et de Sécurité, créé par la Commission préparatoire de la Conférence du Désarmement, à la suite de la résolution de l'Assemblée du 26 septembre 1927. — Il est nécessaire de s'arrêter un moment aux travaux préparatoires du Comité et de la Sous-Commission de la 1^{re} commission. Ce comité fut constitué le 30 novembre 1927. M. Benesz présenta le 11 septembre 1928, comme président du Comité, un exposé sur ses travaux devant la Troisième

Commission (pour la réduction des armements). Celle-ci décida de renvoyer à la Première Commission pour l'examen juridique de la partie des travaux du Comité d'Arbitrage et de Sécurité, ayant trait au règlement pacifique des différends internationaux. Le Comité a présenté 3 modèles de conventions générales (A,B,C,) et 3 modèles de conventions bilatérales dont le choix était mis à la discrétion de chaque Etat.

Nous allons voir maintenant, quelles étaient les lignes directives suivies par le Comité d'Arbitrage et de Sécurité dans ses travaux :

Tout d'abord la situation particulière des divers Etats a fait éviter la présentation d'un projet unique et rigide de conventions, qui surpasserait les engagements que les Etats sont prêts à conclure. Cette variété offre justement aux Etats la possibilité de régler leurs obligations d'après leurs désirs et intérêts.

En second lieu, pour assurer l'acceptation et le respect de ces conventions, y ont été insérées des dispositions qui se trouvent déjà dans des conventions particulières.

Troisièmement, le Comité s'est inspiré des dispositions des conventions déjà existantes, pour éviter autant que possible les innovations. Et aussi par le fait qu'il a pris en considération dans la mesure du possible les suggestions des Gouvernements, on peut voir que le Comité d'Arbitrage et de Sécurité a tâché de tenir compte des facteurs déterminants de l'efficacité des conventions.

A la Première Commission fut créé une Sous-Commission, avec la tâche de présenter à la Commission un rapport sur ces conventions. Cela fut fait par M. Politis à la séance de la Première Commission du 20 septembre 1928. Le rapporteur y expose les raisons qui ont déterminé la Sous-Commission à modifier complètement la forme des conventions, indépendantes l'une de l'autre, telles qu'elles ont été envisagées par le Comité d'Arbitrage et de Sécurité. On les a fondues dans un acte unique à la séance du 14 septembre 1928 de la Première Commission. M. Unden (Suède) avait émis des doutes sur la valeur pratique des conventions totalement séparées. Etant donné que tout lien manque à ces conventions, il pourrait arriver qu'un Etat ayant accepté une de ces conventions, tandis que le Deuxième serait lié par une autre, aucune de ces conventions ne serait applicable. — Ces raisons, développées par M. Unden, n'ont pas été sans influence sur la Sous-Commission, qui après un mûr examen est arrivée à la conviction de la supériorité du système unique, qui possède en effet des avantages appréciables.

Tout d'abord, le manque de lien n'existe plus ; en second lieu, déclare M. Politis, la codification (après les recherches du Comité d'Arbitrage et de Sécurité, des progrès qui ont été réalisés dans la pratique par les procédures pacifiques) est mieux assurée par le système unitaire, qu'elle ne l'est par le système triparti. »

Selon nous, du moment où la possibilité pratique d'un

acte unique, qui peut tenir compte par plusieurs procédures prévues, de la diversité des situations politiques, géographiques, etc., des États, se montra, de sorte que ceux-ci trouvaient en lui une possibilité de conserver leur liberté contractuelle — fonction de la protection de leurs intérêts et des concessions à accorder — ce système était préférable.

Abstraction faite de la simplicité et des facilités pratiques qu'il offre, la nécessité d'élasticité et de souplesse, trouve, d'après M. Politis, sa satisfaction dans une plus grande mesure par le système unique que par une division des conventions.

Dans cette forme, l'Acte Général contribue en partie à l'accroissement de l'autorité de la Société des Nations, de la confiance publique et « affirme la valeur générale des principes qui s'y trouvent inscrits, crée une communauté, dont l'existence et la conscience sont de très haute portée au point de vue de l'autorité morale du droit international¹ ». L'Acte Général constitue donc une amélioration en matière du règlement pacifique des conflits dans la Société des Nations.

Le rapport de la Sous-Commission fut examiné d'abord par la première commission, ensuite la Première et Troisième Commission, réunies, passèrent à un examen détaillé de l'Acte Général, qui finalement, après des longues discussions, fut soumis à l'Assemblée et adopté par elle.

1. E. Borel. « L'acte général de Genève », *Recueil des Cours de l'Académie de la Haye*, 1929, II, p. 530.

CHAPITRE II

LES CAUSES EFFICIENTES DE LA GENÈSE DE L'ACTE GÉNÉRAL

Le premier article de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations pour la présentation et la recommandation de l'Acte Général dit : « Fermement convaincue que des procédures efficaces en vue d'assurer le règlement pacifique des différends internationaux constituent un élément essentiel pour la cause de la sécurité et du désarmement ... »

Dans cette phrase nous rencontrons 2 notions : « sécurité » et « désarmement » qui se trouvent dans un certain rapport avec l'arbitrage.

C'est la trilogie politique, exposée par M. Herriot au nom de la France, à l'occasion du Protocole de Genève.

Il est nécessaire, si on veut bien comprendre la portée et le rôle de l'Acte Général, d'étudier le rapport de l'arbitrage avec la sécurité et le désarmement, tel qu'il a été

conçu par son « père spirituel », M. Herriot dans le Protocole de Genève, de 1924, le développement de l'arbitrage comme facteur de cette trilogie politique depuis cette date jusqu'à l'Acte Général, pour mieux faire comprendre ses dispositions sur l'arbitrage. Cette étude nous éclairera alors sur la véritable tâche de l'Acte Général d'arbitrage de Genève, les nécessités dont provient sa conclusion — qu'il doit être le préparateur du chemin qui conduit au désarmement. De cette façon on connaîtra le rôle assigné à l'arbitrage dans la « stabilisation » de la paix.

SECTION PREMIÈRE

LE PROBLÈME « ARBITRAGE, SÉCURITÉ, DÉSARMEMENT »

En 1924, avec l'avènement au pouvoir de M. Herriot en France et M. Mac-Donald en Grande-Bretagne, on commença à s'occuper avec les possibilités pratiques de remplir les lacunes existantes dans le Pacte de la S.D.N., qui rendent le règlement pacifique parfois douteux et peuvent menacer par conséquent la paix du monde. Alors, quels pouvaient être les piliers d'une paix véritable et efficace ? C'est la question que se posaient MM. Herriot et Mac-Donald. Et ils envisageaient un système pacifique efficace, devant rendre sûr et obligatoire le règlement pacifique des conflits et la guerre impossible. L'arbitrage en est un élément fondamental : il y joue le rôle important de point de départ pour la construction et le but du

système entier qui y est prévu. En quoi consiste-t-il ?

Trois éléments le composent, qui se trouvent dans une dépendance étroite, par le fait que l'un conditionne l'autre. C'est la trilogie des éléments de la paix, représentée par M. Herriot : « Arbitrage, Sécurité, Désarmement. Ces 3 notions expriment de façon claire et nette les circonstances particulières de la France et qui ont déterminé la pensée du représentant Français.

La paix définitive ne peut pas être établie d'une façon formelle par l'inscription dans un pacte ou un traité. La paix ne peut être que la résultante de plusieurs facteurs, qui chacun ont leur rôle déterminé et leur efficacité spéciale.

Dans les débats qui se sont engagés à ce sujet à la Cinquième Assemblée, on voyait 2 points de vue, 2 thèses différentes s'affronter, l'une française l'autre anglaise, qui sont le reflet de la différence profonde souvent observée entre la pensée continentale et britannique.

La pensée française se manifeste en ce que le désarmement, la dernière étape sur le chemin à la paix, ne peut avoir lieu qu'après l'institution d'un système efficace de procédures pacifiques, qui rend possible la solution de tous les conflits, qui à son tour doit être suivie d'une organisation parfaite, et efficace de la sécurité de chacun des Etats contractants. « L'arbitrage est nécessaire, il n'est pas suffisant. C'est un moyen, ce n'est pas un but.

Mettre ensemble la justice et la force, c'est le programme à mon sens, que nous devons réaliser ¹ ... »

Voici la différence fondamentale des idées anglaises, qui croient, à la suffisance de l'arbitrage pour établir la paix. Les facteurs moraux, et du droit sont suffisamment forts pour le respect des engagements internationaux. La force est donc superflue. « Le danger d'une importance suprême, auquel nous avons à faire face, est que la sécurité nationale soit considérée simplement comme un problème militaire et fondée uniquement sur la prédominance de la force ². ». Et plus loin M. Mac-Donald exprime sa conviction de qualités protectrices de l'arbitrage : « L'arbitrage, c'est un système de vigie qui surveillerait les nuages, qui avertirait lorsqu'un nuage, gros comme la main, apparaît au-dessus de l'horizon et qui prendrait immédiat des mesures, non point d'ordre matériel, mais d'ordre rationnel et judiciaire pour le dissiper ³. »

Cette différence d'idées est en grande partie influencée par les circonstances particulières auxquelles nous avons fait allusion tout à l'heure, dans lesquelles se trouve chacun de ces 2 pays.

La France étant plus exposée à des éventualités de conflits, n'a pas une telle foi dans l'efficacité des facteurs moraux, que la Grande-Bretagne dont l'attitude est déterminée par la nature de ses frontières.

1. M. Herriot à l'Assemblée de la S.D.N., VIII^e séance, 1924.

2. M. Mac-Donald à l'Assemblée de la S.D.N., VI^e séance, 1924.

3. *L.c.*

Pour ces raisons, M. Herriot était d'avis, que la vraie sécurité pouvait être assurée par la force, résultant d'une réelle solidarité internationale au moment de l'application des sanctions. « Nous sommes dans une époque de transition, qui veut les précautions les plus sûres. Tempérer avec sagesse, équilibrer avec sang-froid et raison, modérer le réalisme et l'idéalisme, les doser, les concilier, c'est assurément l'une des tâches les plus difficiles de la Société des Nations¹ ». La méfiance apparaît dans ces mots.

L'attitude de la Grande-Bretagne s'explique encore par la volonté de ne pas être obligée d'intervenir dans des conflits auxquels elle n'est pas intéressée.

Finalement ces idées différentes ont décidé du sort même du Protocole de Genève, accepté par l'Assemblée de la Société des Nations le 2 octobre 1924 et non ratifié par plusieurs des Etats membres, parmi lesquels se trouvait la Grande-Bretagne, et qui par conséquent « a succombé à la difficulté de plier sous une règle commune et uniforme des situations concrètes, différant entièrement les unes des autres et les divergences de politique, qui fatalement en découlent² ».

Nous montrerons maintenant dans les paragraphes qui suivent, le développement qu'a pris l'arbitrage en

1. *L.c.*

2. MM. Borel et Politis dans leur rapport sur « l'extension de l'arbitrage obligatoire et la compétence obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale » à l'Institut de Droit international (*Annuaire* II, 1927, p. 729).

raison de ses principes, le rôle qui lui fut attribué, pour acquérir ainsi une meilleure compréhension de la forme, du fond et des modalités de l'Acte Général de Genève. Nous commençons d'abord avec le Protocole de Genève dont nous examinerons l'organisation de l'arbitrage, qui y est rendue pour la première fois obligatoire et efficace. Il est nécessaire de connaître l'arbitrage du Protocole, parce qu'il constitue dans une certaine mesure « l'avant-garde » de l'arbitrage de l'Acte Général, qui a su, en prenant en considération l'échec du Protocole, se servir de tout ce qui était possible d'être combiné avec les réalités de la vie des peuples.

§ I. — *Le Protocole de Genève.*

Dans son préambule le Protocole nous enseigne, qu'il est appelé « à faciliter la complète application du système prévu au Pacte de la S.D.N. pour le règlement pacifique des différends entre les Etats » et que la solidarité des peuples est d'une nécessité absolue pour leur sécurité vis-à-vis d'une guerre d'agression, afin que les dispositions de l'art. 8 du Pacte puissent être appliquées.

Le Protocole se présente comme un instrument pour compléter des dispositions du Pacte. Tandis que l'arbitrage est mentionné seulement dans le Pacte comme une des diverses procédures pacifiques qui y sont prévues, sans beaucoup de détails, il est au contraire organisé dans le Protocole d'une manière très détaillée, qui le fait

changer dans des circonstances déterminées son aspect traditionnel.

De quelle façon se présente donc ici l'arbitrage ?

C'est l'art. 4 qui traite de la mise en mouvement du mécanisme pacifique. Celui-ci est prévu « en vue de compléter les al. 3, 4, 5, 6, et 7 de l'art. 15 du Pacte. Ainsi le rôle du Protocole commence au moment, où le Pacte manque à son but. Par conséquent, l'arbitrage prévu dans l'art. 13 n'est donc nullement atteint par le Protocole, dont les dispositions commencent seulement à être appliquées « si le différend soumis au Conseil n'a pu être réglé par lui, ainsi qu'il est prévu au § 3 du dit art. 15. » En ce cas les parties s'engagent à recourir à l'arbitrage. Maintenant apparaît la première innovation apportée au recours à l'arbitrage. Tandis que l'accord des parties était habituellement nécessaire, ici la volonté d'une seule partie est suffisante pour le recours à l'arbitrage. Les parties doivent être d'accord naturellement sur les personnes qui formeront le Comité d'arbitres, leur nombre et surtout sur la fixation de leurs pouvoirs. En ce qui concerne les « pouvoirs des arbitres » le rapport de M. Politis, qui a un caractère explicatif du Protocole, les comprend « dans le sens le plus large » et qu'ils doivent inclure les questions à poser aux arbitres. Un élément important, qui y est inclu, sont les règles à déterminer, dont les arbitres doivent s'inspirer dans leur sentence. Ce qu'il est nécessaire de remarquer, c'est que l'arbitrage doit y jouer un

rôle surtout politique, d'arrangement d'intérêts. Le rapporteur, M. Politis, s'exprime nettement à ce sujet. « Il n'est pas seulement un instrument de justice. Il est aussi et surtout un instrument de paix¹ ». Les arbitres devront également s'inspirer de l'équité, qui peut tenir compte de différentes circonstances, pour satisfaire ainsi les intérêts des parties en cause, en vue du maintien de la paix. Cette question a donné lieu à des discussions intéressantes au sein de la Première Commission, chargée de rédiger le Protocole. Pour le moment il est clair, que l'arbitrage joue ici le rôle d'« *amiabilis compositio* » étant donné premièrement que l'art. 3 oblige les Etats signataires à accepter la juridiction de la Cour Permanente de Justice Internationale dans les cas visés au § 2 de l'art. 36 du Statut de la Cour (naturellement sans préjudice des réserves permises). Deuxièmement dans l'art. 1 il est expressément mentionné, que pour des points de droit contestés, les arbitres solliciteront à la demande de toute partie un avis consultatif de la Cour Permanente. Quelle influence peut avoir cet avis sur les arbitres ? Est-ce qu'ils sont obligés de tenir compte de cet avis dans leur sentence ? Le rapport général présenté par M. Politis dit ! « L'avis de la Cour est destiné à éclairer les arbitres : il ne les liera pas en droit encore que sa valeur scientifique doive en tout cas exercer une très grande influence sur leur jugement. » Donc il est laissé

1. Rapport.

aux arbitres toute liberté en ce qui concerne la prise en considération dans leur sentence de l'avis de la Cour. Celà est évident si l'on se rappelle le caractère des arbitres qui dans l'intérêt supérieur de la paix sont considérés plutôt comme des conciliateurs d'intérêts, que comme des juges, ce qui ne leur permet pas de suivre l'avis de la Cour qui peut être contraire aux exigences des circonstances particulières d'un conflit. Au sein de la Première Commission la perte d'autorité de la Cour, au cas où son avis serait méconnu, fut invoquée par quelques délégués. C'étaient M. Fernandes (Brésil) et M. Burckhardt (Suisse) qui d'autre part reconnaissaient qu'« il y a des cas, où l'application stricte du droit ne permettra pas de trancher un différend¹ ». On proposa alors le texte : « Dans l'appréciation juridique du cas, l'avis consultatif liera les arbitres. » A quoi répondit avec raison M. Scialoja (Italie) qu'un différend contient des questions de droit et d'autre nature qui sont entremêlées, ainsi que la solution séparée d'une question de droit ne suffit pas, parce que la sentence doit tenir compte de toutes les questions, de circonstances générales et spéciales etc., pour être « la moyenne d'équité entre les différentes solutions. » Ces débats prouvent le caractère compliqué des conflits qui peuvent surgir et dont la solution nécessite une assez grande habileté et capacité, de combinaison des divers éléments présents, de la part des arbitres.

1. Procès-verbaux, p. 42.

La phrase *b* du n° 2 de l'art. 4 prévoit l'intervention du Conseil pour le cas auquel les parties ne seraient pas d'accord sur tous les points à déterminer. En ce cas, ce sera lui qui les déterminera. Mais dans le rapport déjà mentionné, il y a quelques règles à ce sujet, que le Conseil devra suivre. Tout d'abord la position de la question ne rentre pas dans ces attributions du Conseil. « Celle-ci », dit-il, « doit résulter pour les arbitres des conclusions des parties ou d'une seule si les autres font défaut. » D'ailleurs le Conseil peut déterminer tous les « pouvoirs des arbitres » ; en ce qui concerne leur nomination, l'article 4 dit qu'ils doivent être des personnes « qui par leur nationalité, leur caractère, et leur expérience lui paraîtrait donner les plus hautes garanties de compétence et d'impartialité. » Mais en tous cas, le Conseil doit tenir compte des candidats agréés par les parties.

Voilà la première partie du mécanisme pacifique prévu dans le Protocole et qui laisse encore une certaine liberté à la volonté des parties, soit qu'il s'agisse de l'acceptation de l'arbitrage, soit qu'il s'agisse des détails du compromis à définir etc. L'originalité et la grande innovation apportées par le Protocole commence à se manifester maintenant. Elle se caractérise par une entière prise en main du litige par le Conseil, ce qui veut dire par la Société, dont il est une émanation.

C'est la phase de l'arbitrage obligatoire, par rapport à la première, qui est encore dans une certaine mesure facultative.

On voit ici une combinaison habile du vieux système d'arbitrage avec les idées nouvelles des rédacteurs du Protocole, de la vieille mentalité et conception des Etats sur leur souveraineté avec les nécessités pressantes, sorties de la vie en commun des Etats.

Le but étant que chaque conflit devait être résolu, on voulut pour ne pas imposer brusquement l'arbitrage obligatoire, d'abord laisser aux parties une certaine liberté. Si elles n'en profitent pas, c'est alors que la Société intervient dans leur intérêt et dans le sien propre qui est étroitement lié à l'intérêt supérieur de la paix — pour régler le conflit.

C'est donc un arbitrage obligatoire, conditionné par la venue des circonstances tout à fait déterminées. Si, par conséquent les parties ne demandent pas l'arbitrage et si le Conseil, qui doit s'occuper en ce cas de la solution du différend, n'arrive pas à l'acceptation à l'unanimité de son rapport, c'est alors qu'apparaît l'arbitrage obligatoire.

Sur le rapport du Conseil, voté à l'unanimité, il importe de faire quelques remarques. Le Protocole élargit un peu les pouvoirs normaux du Conseil. Le rapport (le commentaire officiel) déclarant, que « le Conseil n'a pas seulement la latitude qui lui appartient habituellement, il est armé de tous les pouvoirs, pour la réglementation à titre définitif et irrévocable. » Le Conseil pourrait par conséquent s'inspirer aussi dans ses appréciations des règles de droit

ou de telle autre nature, qui lui paraîtraient propres à la solution du conflit.

Cette « procuration générale » donnée au Conseil a fait attaquer par beaucoup d'auteurs le Protocole, du fait, qu'ainsi un organisme politique pourrait parfois avoir à régler des points de droit, pour la solution satisfaisante, desquels sa composition et ses tendances opportunistes ne donnent pas les garanties nécessaires.

Nous croyons, que du point de vue théorique ces observations sont justifiées mais en réalité, les Etats qui ont refusé l'arbitrage qui leur était offert, manifestaient par là même, qu'ils acceptaient la façon de régler et les pouvoirs élargis du Conseil. Ainsi, c'est la volonté anticipée et tacite qui l'accepte.

Il y a quelques auteurs, notamment M. Wehberg¹, M. Dotremont², qui disent que le Conseil joue ici le rôle d'un tribunal arbitral. Le rapport sur le Protocole déclare : « Sa décision (Conseil) rendue à l'unanimité de ses membres, autres que les représentants des parties au différend, s'imposera aux parties avec la même valeur et la même force que la sentence arbitrale, à laquelle elle supplée ».

On conclut par conséquent de la seule égalisation en efficacité de la sentence arbitrale avec la décision du Conseil, à la même nature des organismes jugeants.

1. Le Protocole de Genève (*Recueil des Cours de la Haye*). 1925. II, pp. 66, 70.

2. *L'arbitrage international et le Conseil de la Société des Nations*, 1929, p. 243.

Cette conclusion est audacieuse, étant donné que « la même valeur et la même force » veut tout simplement donner une efficacité, qu'elles ne connaissent pas et qui au contraire a été caractéristique pour la sentence arbitrale.

Le Protocole, ayant pour but de renforcer l'efficacité du mécanisme pacifique entier, ne pouvait pas négliger les décisions du Conseil.

C'est une augmentation de la confiance dans le Conseil qui était nécessaire à cause de la limitation numérique des procédures pacifiques y prévues. Si l'on obligeait les États à accepter une procédure pacifique déterminée, il fallait leur donner des garanties de son efficacité. Puis la construction du mécanisme pacifique dans le Protocole est justement la distinction entre ces 2 procédures pacifiques, l'arbitrage et le Conseil, dont le choix est laissé à l'appréciation des parties.

Et si nous voulions nous servir encore d'un argument tiré de la procédure, il est nécessaire à rappeler, que dans un Tribunal arbitral la majorité est suffisante pour une sentence valable, tandis que dans le Tribunal arbitral (Conseil), l'unanimité est exigée. Rien donc ne permettrait d'identifier le Conseil avec un Tribunal arbitral.

Nous revenons maintenant à l'arbitrage obligatoire prévu pour le cas, où le Conseil n'a pas pu réunir l'unanimité. Dans ce cas, il n'y a plus seulement une recommandation aux parties de la part du Conseil de recourir

à l'arbitrage, dont l'acceptation par une partie était nécessaire.

Maintenant le Conseil impose l'arbitrage sans être obligé de demander le consentement des parties qui sont « censées d'avoir fait l'abandon de leur affaire entre les mains du Conseil ¹ ».

Le Conseil voit aussi s'attribuer la compétence de régler tous les détails de l'arbitrage, tandis que dans la 1^{re} phase son rôle était seulement de suppléer aux parties, dans la mesure où elles ne pouvaient pas arriver à un accord à ce sujet. Dans l'accomplissement de cette tâche, le Conseil doit naturellement tenir compte des facteurs capables de rendre l'arbitrage impartial et utile au maintien de la paix, ainsi que la prise en considération dans la mesure du possible des suggestions des parties y contribuerait beaucoup.

Le Protocole prévoit l'exclusion de quelques cas de la procédure pacifique prévue, pour que celle-ci ne puisse servir à des « chicanes et des procès tendancieux, dont la paix aurait plus à souffrir qu'à gagner ² ». Le n° 5 de l'art. 4 exclut les solutions ayant déjà fait dans une époque antérieure à l'entrée en vigueur du Protocole, l'objet d'une recommandation unanime du Conseil, acceptée par l'une des parties intéressées. A cause des insistances anglaises, les différends surgissant à la suite des mesures de guerre, prises par un ou plusieurs États signataires,

1. Rapport de M. Politis.

2. Rapport cité.

en accord avec le Conseil ou l'Assemblée ne peuvent faire également l'objet d'une de ces procédures pacifiques. Le rapport mentionne la revision des traités et actes internationaux en vigueur et finalement les différends mettant en cause l'intégrité territoriale des États signataires, auxquels ces procédures pacifiques ne s'appliqueront pas. On a été d'accord pour ne pas consacrer à ces genres de conflits une place dans le Protocole, parce qu'il est évidemment impossible de leur appliquer une sentence arbitrale.

Par la reconnaissance expresse de l'al. 8 de l'art. 15 du Pacte, une nouvelle restriction de la compétence arbitrale est intervenue. Le Tribunal arbitral est obligé de consulter la Cour Permanente de Justice Internationale si une partie prétend que le différend ou une partie du différend porte sur une question que le Droit international laisse à la compétence exclusive de cette partie. Mais cet avis, à la grande différence des autres avis émis par la Cour, aura force obligatoire pour le Comité d'arbitres, qui conformément à la réponse de la Cour, s'abstiendra ou non de la réglementation du conflit. Dans les limites de sa compétence, reconnue par le Droit international, l'État peut agir à sa guise. Nous parlerons encore ci-dessous sur cet important problème. Pour le moment nous le traiterons dans la mesure de sa réglementation dans le Protocole.

A la douzième séance de la 1^{re} Commission ce fut la délégation japonaise par son porte-parole M. Adatci,

qui s'éleva contre cette « carte blanche » donnée aux États en vertu de ce principe. Un État pourrait ainsi commettre les plus grandes injustices envers un autre, sans que ce dernier puisse trouver nulle part une instance qui pourrait faire respecter ses intérêts. Ainsi un tel conflit ne trouve pas de solution et pourtant l'État lésé ne peut pas se faire lui-même justice, parce qu'il serait considéré comme agresseur. Il disait notamment : « Ce qu'il y a d'illogique et d'injuste, c'est de menacer dans ces conditions avec déclaration comme agresseur celui qui agirait dans le cas où des injustices flagrantes commises, donnant lieu à des différends entre ses membres, la Société des Nations se refuserait péremptoirement à donner des solutions, en s'abritant strictement sous le couvert purement technique et juridique ¹ ».

Des discussions véhémentes s'engagèrent et M. Fernandez (Brésil) exprima des craintes sur cette réclamation japonaise car, disait-il « l'arme réclamée est à 2 tranchants, parce que s'il peut y avoir des injustices dans l'application par un État de ses lois intérieures au détriment d'un État quelconque et si la force est employée pour trancher le différend, peut être aussi y aura-t-il souvent des cas où l'État agit non seulement en conformité de son droit, mais dans le sens de la plus stricte justice. Dans ce cas, la force déclenchée contre lui sera deux fois odieuse ².

1. *L.c.*

2. 1^{re} Commission, XII^e séance.

M. Fernandez exprime donc aussi l'opinion que cette reconnaissance de la compétence exclusive d'un État peut engendrer de grandes injustices. Il fallait par conséquent donner aux États une instance, pouvant s'occuper quand même de ces « affaires domestiques ».

C'est ce qui a été fait par la mention expresse dans l'art. 5, disant que « si la question est reconnue par la Cour Permanente ou par le Conseil comme étant de la compétence exclusive d'un État, la décision intervenue n'empêchera pas, que la situation soit examinée par le Conseil ou par l'Assemblée, conformément à l'art. 11 du Pacte ».

Cet article du Pacte n'est pas très efficace, parce qu'« il ne confère nullement au Conseil ou à l'Assemblée le droit d'imposer aux parties, sans leur consentement, une solution du différend ¹ ».

Le rôle important que l'arbitrage est appelé à jouer dans le Protocole, se manifeste également dans la détermination de l'agresseur, ce qui est en général un des problèmes les plus difficiles à résoudre.

L'arbitrage contribuerait donc autant qu'il le pourrait à déterminer par présomption l'agresseur. Nous ne mentionnerons naturellement que des présomptions en rapport avec l'arbitrage.

Sera présumé agresseur l'État qui recourt à la force, sans se soumettre d'abord à la procédure pacifique

1. Rapport cité.

prévue dans le Pacte ou dans le Protocole ou sans se conformer à une solution intervenue.

Quand un État ne respecte pas la sentence arbitrale qui reconnaît que le différend entre dans la compétence exclusive d'un autre État et s'il n'engage pas la procédure de l'art. 11 du Pacte, qui lui est ouverte, en ce cas il y aura encore une présomption contre lui comme agresseur.

Comme nous l'avons dit déjà, c'est seulement en cas de guerre, que ces omissions « valant jusqu'à preuve contraire établie au moyen d'une décision unanime du Conseil ¹ », font présumer de l'agresseur.

Par conséquent l'arbitrage étant un des principaux rouages du mécanisme pacifique du Protocole, sa méconnaissance accompagnée du recours à la force suffirait à établir l'agresseur et à déclencher les sanctions nécessaires.

Il faut avouer que c'est très juste, parce que si l'on oblige les États d'avance à des procédures déterminées, il faut leur donner des garanties suffisantes par la répression la plus prompte des infractions à cet instrument pacifique.

Ce qu'on leur prend d'un côté, il faut le leur rendre de l'autre.

L'agression peut ainsi être considérée comme la « non-exécution active » des engagements internationaux par

1. Rapport cité.

rapport à la « non-exécution passive » qui est aussi reprimée dans le Protocole comme dans le Pacte.

Mais dans le deuxième cas il peut s'agir seulement de la non-exécution des sentences rendues (ou des rapports du Conseil) parce que le recours aux procédures pacifiques prévues dans le Protocole est en grande partie « automatique » grâce à l'intervention du Conseil. Le n° 6 de l'art. 4 parle d'un engagement à exécuter de bonne foi les sentences rendues et prévoit deux tâches différentes du Conseil. L'une consistant dans la « pression pacifique du Conseil » pour amener l'État récalcitrant à exécuter la sentence ; l'autre, naturellement de caractère subsidiaire est de nature originale et plus énergique par sa proposition des mesures propres à assurer l'effet.

En ce qui concerne les sanctions, remarquons simplement, que leur caractère serait principalement déterminé par le degré d'infraction aux engagements internationaux.

Appréciation du Protocole.

La façon dont l'arbitrage y est organisé, aurait constitué un véritable progrès par rapport au Pacte. C'est tout simplement l'arbitrage obligatoire qu'on a voulu y instituer.

Pour que l'arbitrage mérite l'épithète d'obligatoire, il faut que les États s'obligent par un traité à se servir de lui pour la solution des conflits, mais de telle façon

que par la procédure établie la mauvaise volonté ou le désaccord entre eux ne puissent au dernier moment anihiler l'obligation arbitrale. Il faut que l'obligation soit organisée d'une telle manière, qu'une fois stipulée par les États en cause, elle ne dépende plus dans un conflit concret d'un accord ultérieur *ad hoc* des Parties¹. L'arbitrage dans le Protocole non seulement est organisé de cette façon, mais il est rendu particulièrement efficace. On n'attend pas jusqu'à l'accomplissement par les parties de cette obligation. Le recours à l'arbitrage se fait par l'entremise du Conseil, qui règle tous les détails, de sorte que la volonté des parties est à ce moment à peu près paralysée.

Les dispositions du Protocole reflètent le caractère *social*, marque d'un instrument pacifique, émanant de cette Société organisée, qu'est la Société des Nations.

Mais le Protocole n'est pas entré en vigueur, comme nous l'avons mentionné déjà, ainsi que son arbitrage obligatoire est resté seulement une tentative, dont l'étude était nécessaire. Il forme également une contribution précieuse pour la connaissance de l'évolution de l'arbitrage dans les esprits. Ce sont eux, qui préparent la route.

Le Protocole témoigne de la lutte pour des formes nouvelles de vie, de coexistence des peuples, si impérieu-

1. MM. Borel et Politis dans le rapport cité (*Annuaire Institut de Droit international*, 1927, II. p. 674).

sement demandées par les faits. A cause de la grandeur du résultat final, il y a un grand nombre d'obstacles et de difficultés à surmonter, qui le rendent compliqué et pénible.

La Société des Nations, s'apercevant donc, qu'on ne peut pas d'un seul et même coup changer la mentalité traditionnelle des États, — introduire l'arbitrage obligatoire — s'est mise à aller par étapes à son but, qui ne peut être atteint que par une préparation qui habitue lentement les esprits à des nouvelles formes, qui détroneront des principes caducs.

La Société des Nations a reconnu, que le moyen efficace de la pacification du monde consiste dans l'arbitrage qui est la clef de voûte de la sécurité et du désarmement.

Pour cette raison, depuis la cinquième Assemblée, l'arbitrage est traité parallèlement à la réduction des armements par son renvoi à la troisième Commission (instituée pour l'étude de la réduction des armements).

Dans la résolution de l'Assemblée du 25 septembre 1925 on voit de nouveau apparaître l'arbitrage recommandé aux États. Bien qu'elle soit seulement « platonique », elle reflète la conviction générale de la nécessité de l'arbitrage pour l'établissement de la paix.

§ II. — *Les Accords de Locarno.*

L'Acte final de la conférence de Locarno déclare entre autres « qu'en raffermissant la paix et la sécurité

en Europe, elle (l'entrée en vigueur de ces traités et conventions) sera de nature à hâter d'une manière efficace le désarmement prévu par l'art. 8 du Pacte de la S.D.N. » On voit ainsi que ses accords et par conséquent aussi ses dispositions arbitrales ont une certaine mission à remplir, qui est en rapport avec la sécurité et le désarmement. Voilà de nouveau l'arbitrage en liaison avec ces deux notions. Les Accords de Locarno ont été conclus seulement entre quelques États membres de la Société des Nations. (Ces Accords ne sont entrés en vigueur qu'après l'entrée de l'Allemagne dans la S.D.N.). Malgré cela ils forment un facteur important de la sécurité et de la pacification générale. Celles-ci ne sont pas toujours déterminées par le plus grand nombre des États, participant à un traité, mais plutôt par la qualité d'un traité, laquelle est déterminée par la détente qu'il peut apporter entre des États, qui sont exposés plus que d'autres à des conflits.

Les Accords de Locarno forment, pour ainsi dire, des « régions de pacification ¹ », qui ont une grande importance en raison de leur diminution des risques de guerre, dangereux pour la paix générale.

D'ailleurs, les Accords de Locarno sont, du point de vue du fonctionnement de leurs diverses dispositions, dans une dépendance et liaison étroite avec la Société

1. Schindler. « Les progrès de l'arbitrage obligatoire depuis la création de la S.D.N. », *Recueil des Cours de l'Académie de la Haye*, V, p. 259, 1928.

des Nations, dont l'existence « est la *conditio sine qua non* pour le fonctionnement du système de Locarno¹ ».

Ces Accords conclus à Locarno le 16 octobre et signés le 1^{er} décembre de la même année à Londres, consistent en les actes suivants :

1^o Un traité de garantie entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

2^o Quatre conventions et traités d'arbitrage entre l'Allemagne et la Belgique, l'Allemagne et la France, l'Allemagne et la Pologne, l'Allemagne et la Tchécoslovaquie.

Enfin il faut encore mentionner deux accords particuliers de garantie conclus, un entre la France et la Pologne et l'autre entre la France et la Tchécoslovaquie.

Tous sont séparés formellement, mais en réalité ils forment un ensemble. Chacun d'eux n'aurait pas de consistance s'il était seul. Leur solidarité est d'ailleurs mentionnée dans l'Acte final de la Conférence de Locarno.

Nous ne traiterons que l'arbitrage, tel qu'il est organisé et conçu ici.

Dans le traité entre l'Allemagne, la Belgique, la France la Grande-Bretagne et l'Italie, qui constitue une garantie individuelle et collective par les États en question des frontières actuelles entre l'Allemagne et la France, l'Allemagne et la Belgique, l'obligation de la réglementation pacifique des conflits est consacrée, en vertu de laquelle

1. Schindler, *op. cit.*, p. 253.

justement l'arbitrage est prévu dans les conventions ou traités d'arbitrage, qui contiennent encore d'autres procédures pacifiques.

L'arbitrage est organisé de la même façon dans ces conventions. C'est pour la première fois dans les accords de Locarno qu'une distinction complète entre les conflits juridiques et politiques est faite, qui se manifeste également dans leur attribution à de différentes procédures pacifiques.

Ainsi l'article premier, commun aux quatre conventions, dit : « Toutes contestations (entre l'Allemagne et un des autres États) de quelque nature qu'elles soient, au sujet desquelles les parties se contesteraient réciproquement un droit, seront soumises pour jugement, soit à un Tribunal arbitral, soit à la Cour Permanente de Justice Internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu que les contestations ci-dessus visées comprennent notamment celles, que mentionne l'art. 13 du Pacte de la Société des Nations... »

Nous voyons aussi que le recours à un Tribunal arbitral (ou à la Cour) pour ces contestations y est soumis à la même condition que dans l'art. 13 du Pacte, le recours aux instances semblables, à savoir « et qui n'auraient pû être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires » Mais comme nous avons traité de cette condition à l'occasion de l'art. 13, nous n'en parlons plus.

Les Accords de Locarno prévoient ainsi un critère pour les conflits, qui doivent être soumis à un Tribunal arbitral (ou à la Cour Permanente). Pour y recourir, les parties doivent conclure un compromis — l'expression de leur accord — habituellement exigé. La différence entre le Tribunal arbitral et la Cour se manifeste maintenant ainsi : si les parties ne tombent pas d'accord sur le compromis, le conflit peut être porté après un préavis d'un mois par requête unilatérale devant la Cour Permanente.

Donc, le recours à la procédure arbitrale maintient ici son caractère facultatif, c'est-à-dire qu'il doit résulter de la *communis voluntas* des parties. L'obligation de régler pacifiquement cette sorte de conflits, ne reçoit son accomplissement que par la possibilité du recours unilatéral à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Les parties en litige ont aussi la faculté, avant de porter l'affaire devant le Tribunal arbitral (ou la Cour), de tenter de commun accord une conciliation devant une « Commission Permanente de Conciliation », dont la constitution y est prévue.

Le Tribunal arbitral pourrait ainsi jouer souvent le rôle d'une troisième instance, par le fait que les procédés diplomatiques peuvent être considérés comme première instance; la Commission de conciliation, si elle était engagée, formerait la deuxième. Tandis que ces deux pro-

cédures ont plutôt un rôle conciliateur de l'affaire, dont les solutions ne sont valables que par la volonté des parties, au contraire, il est dans la nature des sentences arbitrales qu'elles sont obligatoires. Puis dans les Accords de Locarno elles sont rendues très efficaces, quand elles interviennent sous certaines conditions.

Examinons maintenant les hypothèses dans lesquelles les sentences reçoivent dans leur efficacité une protection spéciale. Cette protection est fournie par le traité de garantie aux conventions d'arbitrage entre l'Allemagne et la Belgique, l'Allemagne et la France, à cause de la participation de ces trois États au premier traité, dont les dispositions liant étroitement ses contractants, se combinent de façon avantageuse avec celles des conventions arbitrales susdites.

L'art. 2 du traité de garantie contient l'obligation de l'Allemagne, de la Belgique et de la France, à ne se livrer vis-à-vis l'une de l'autre à aucune attaque, invasion ou à la guerre. Cet engagement, contenant quelques exceptions, que nous mentionnerons dans la mesure de leur rapport avec notre question est placé sous la garantie de tous les contractants, de sorte que sa violation comporterait de leur part des mesures collectives de réaction.

Dans quelle mesure ces dispositions peuvent-elles entrer en rapport avec l'arbitrage ? C'est l'art. 5 du dit traité qui établit la liaison et qui nous prouve ainsi

que l'engagement de recourir à des procédures pacifiques n'a pas un caractère « platonique ».

Par exemple : un État qui, au lieu de se conformer aux méthodes de règlement pacifique ou d'exécuter une sentence arbitrale, recourt à la violence, commettant une violation de l'art. 2 du dit traité ou une contravention aux art. 42 et 43 du Traité de Versailles¹, viole ses principes essentiels qui trouveront dans le déclenchement du mécanisme prévu pour leur sauvegarde la répression. C'est la solidarité des autres États participants au Traité, avec l'État attaqué (ou lésé par la contravention aux art. 42 ou 43 du Traité de Versailles) auquel ils se sont engagés à apporter leur assistance immédiate². Nous voyons par conséquent, que le non-

1. Art. 42 du Traité de Versailles : Il est interdit à l'Allemagne de maintenir ou de construire des fortifications, soit sur la rive gauche du Rhin, soit sur la rive droite, à l'ouest d'une ligne tracée à 50 kilomètres à l'Est de ce fleuve.

Art. 43 : Sont également interdits dans la zone définie à l'art. 42, l'entretien ou le rassemblement de forces armées, soit à titre permanent, soit à titre temporaire, aussi bien que toutes manoeuvres militaires de quelque nature qu'elles soient et le maintien de toutes facilités matérielles de mobilisation.

2. Il faut que les violations mentionnées soient constatées pour que les autres Etats interviennent. C'est au Conseil que ce rôle est attribué. Celui-ci, saisi à ce sujet par une des hautes parties contractantes, se borne à constater la violation ou la contravention commise. Et cette constatation suffit à déclencher la garantie. En cas de violation flagrante des dispositions mentionnées, l'engagement des parties consiste dans une assistance immédiate à la partie lésée, avant même que le Conseil ait été saisi. Mais en ce cas, la constatation nécessaire est laissée à l'appréciation subjective de chaque Etat. Mais du moment que la constatation respective a été faite par le Conseil saisi à ce sujet, l'obligation de garantie devra être accomplie conformément aux recommandations du Conseil, dont l'unanimité est exigée.

recours à une procédure pacifique ou la non-exécution de la sentence arbitrale, accompagnées de la violence ou de la contravention mentionnée, reçoivent à Locarno une sanction très efficace. L'État attaqué ne sera pas dans la situation désavantageuse de défendre son territoire avec ses seules forces nationales ; sa sécurité sera assurée par le « contrat d'assurance » conclu avec cette « société d'assurance mutuelle » formée par les cinq États contractants, où l'Allemagne, la Belgique et la France sont à la fois assurés et assureurs, tandis que la Grande-Bretagne et l'Italie ne sont que des assureurs.

Par cette solidarité établie à Locarno entre ces cinq États, le problème de la sécurité, si chaudement discuté à l'occasion du Protocole de Genève, a reçu une résolution partielle dans une région déterminée.

Une seconde hypothèse serait celle, où une partie n'exécute pas la sentence arbitrale, sans que ce fait soit accompagné d'un acte quelconque qui entrerait dans les violations mentionnées plus haut. L'art. 5 prévoit encore celle du refus de se conformer aux méthodes de règlement pacifique. Étant donné la possibilité de saisir unilatéralement la Cour Permanente de Justice Internationale, M. Politis remarque avec raison, que ce refus « dans les conflits juridiques on ne le conçoit pas, car si l'une des parties refuse systématiquement la conciliation ou le compromis d'arbitrage, l'autre peut passer outre

et saisir la Cour qui statuera au besoin par défaut¹ ». Dans cette hypothèse il est prévu, que ce sera également le Conseil qui proposera les mesures à prendre et que les Hautes parties contractantes se conformeront à ces propositions. C'est un progrès par rapport au Pacte, dans lequel un tel engagement n'existe pas.

Mais si le Conseil n'arrive pas à une décision unanime en ce qui concerne les mesures d'exécution proposées pour une sentence, alors l'autre partie qui, ayant intérêt à l'exécution de la sentence, se livrerait à une exécution par la force, commettrait une violation de l'art. 2 du traité de garantie et verrait entrer en action contre elle la garantie stipulée en pareil cas par les autres contractants. Parce que l'exception respective à l'engagement de la France, l'Allemagne et la Belgique, de ne pas recourir vis-à-vis l'une de l'autre à la force et à respecter l'inviolabilité des frontières est seulement « l'action en raison d'une décision prise par l'Assemblée ou par le Conseil de la Société des Nations ».

L'engagement de soumettre les contestations juridiques, soit à un Tribunal arbitral, soit à la Cour, contient quelques exceptions :

Premièrement, il ne s'applique pas aux contestations, nées de faits, qui sont antérieures à la présente convention et qui appartiennent au passé.

1. « Les Accords de Locarno », *Revue de Droit international et de législation comparée*, 1925, p. 722.

Deuxièmement, les conventions en vigueur entre l'Allemagne et la Belgique, l'Allemagne et la France, qui prévoient une procédure spéciale, priment les dispositions respectives de Locarno.

Finalement, des contestations dont les objets relèvent d'après la législation intérieure de l'une des parties, de la compétence de ses Tribunaux nationaux, ne seront soumises à la procédure locarnienne, qu'après jugement passé en force de chose jugée, rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente¹.

La Pologne et la Tchécoslovaquie n'ayant pas participé au traité de garantie, ne voient pas par conséquent apparaître dans leurs conventions d'arbitrage avec l'Allemagne la combinaison heureuse qui comporte l'engagement réciproque de ne point recourir à une attaque, invasion ou à la guerre et la garantie de tous les contractants.

Autrement ces conventions (Allemagne-Pologne, Allemagne-Tchécoslovaquie) ont le même texte, avec l'unique différence du préambule.

Par la garantie, que la France par deux traités avec la Pologne et avec la Tchécoslovaquie leur a assurée, ces deux États bénéficieront de son appui en cas de refus de suivre les procédures pacifiques ou de non-exécution

1. M. Strupp pense à des décisions des tribunaux militaires français et belges qui seraient contestables, si elles étaient considérées comme contraignes au droit des gens par l'Allemagne, *Das Werk von Locarno*, p. 95.

d'une sentence, accompagnés d'une agression de la part de l'Allemagne. La France ne se met pas en contradiction avec le traité de garantie, parce que celui-ci prévoit comme permise l'action en vertu de l'art. 16 du Pacte, qui formerait la base juridique de l'intervention française. Naturellement, cette garantie de la France donnée à ces deux États, est réciproque.

Appréciation des Accords de Locarno.

Les Accords de Locarno marquent, par rapport au Pacte, un grand progrès. Tandis que dans celui-ci les diverses procédures pacifiques sont instituées d'une façon « anarchique », sans une compétence obligatoire quelconque « *ratione materiae* », les États étant autorisés à soumettre leurs conflits à telle procédure qui leur convient, au contraire dans les Accords de Locarno on fait la distinction entre conflits juridiques et politiques, en attribuant des procédures déterminées à chacune de ces deux sortes de conflits.

Malgré le caractère régional de ce progrès, il faut le considérer comme une étape dans l'évolution générale des procédures pacifiques et par conséquent de l'arbitrage.

Les Accords de Locarno marquent une supériorité juridique également par rapport au Protocole de Genève, dans lequel on n'a pas fait de distinction entre ces deux sortes de conflits par leur répartition entre des instances

diverses. (On y a prévu l'acceptation obligatoire par les États de l'art. 36 du Statut de la Cour, qui a en vue seulement quatre catégories de conflits.)

Comme nous l'avons vu, l'arbitrage est institué pour les conflits juridiques. Les observations qui peuvent être faites généralement à ce sujet, entrent dans le cadre de la II^e partie.

La grande valeur de la procédure pacifique locarnienne a été mise en lumière par la résolution de la septième Assemblée¹, qui dit entre autres : L'Assemblée affirme sa conviction que les idées générales, qui se dégagent des clauses des Traités de Locarno, en tant qu'ils organisent la procédure de conciliation et d'arbitrage et la sécurité par la garantie mutuelle des États contre toute agression non-provoquée, sont susceptibles d'être admises parmi les règles fondamentales qui doivent régir la politique étrangère de chaque nation civilisée, exprime le désir, que ces principes seront reconnus par tous les États et qu'ils seront mis en pratique le plus tôt possible par tous les États ayant intérêt à contracter de tels traités ».

§ III. *La résolution de l'Assemblée* *du 26 septembre 1927.*

En 1927, l'Assemblée de la Société des Nations lie d'une façon claire l'arbitrage et le désarmement.

Le travail de la Commission préparatoire de la Confé-

1. 25 septembre 1926, XVI^e séance.

rence du Désarmement, qui consistait dans l'élaboration d'un programme de la Conférence pour la limitation et la réduction des armements, ne fut pas considéré comme suffisant pour le but à atteindre.

Il fallait créer une ambiance favorable, qui ne pouvait être atteinte que par la réunion de ces deux éléments constructifs, que nous connaissons déjà depuis 1924.

L'Assemblée s'était donc convaincue de l'indissolubilité de ces trois facteurs constructifs de la paix et dans sa résolution du 26 septembre de cette année elle jugea nécessaire la création d'un Comité d'arbitrage et de sécurité, qui serait mis à la disposition de la Commission (préparatoire de la Conférence du Désarmement) et aurait pour mission de poursuivre sur ses indications l'étude des mesures susceptibles de donner à tous les États les garanties d'arbitrage et de sécurité, nécessaires pour pouvoir fixer le niveau de leurs armements aux chiffres les plus bas possibles dans un contrat international de désarmement.

On comprendra maintenant le grand rôle qu'est appelé à jouer l'Acte Général de Genève, qui est sorti des travaux du Comité d'arbitrage et de sécurité, ayant trait au règlement pacifique des différends internationaux que nous avons étudié déjà.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION DE L'ARBITRAGE DANS L'ACTE GÉNÉRAL DE GENÈVE

D'après ce que nous avons développé dans le chapitre précédent, l'Acte Général justifie son existence. Étant donné l'échec du Protocole, la force obligatoire des Accords de Locarno seulement pour un petit nombre d'États et finalement la nécessité pour la limitation et la réduction des armements d'un système général de procédures pour la réglementation pacifique des conflits internationaux, le besoin immédiat de l'Acte Général est suffisamment prouvé.

L'Acte Général consiste en trois chapitres, dont le premier traite de la conciliation, le deuxième du règlement judiciaire et le troisième du règlement arbitral. Le quatrième chapitre contient les dispositions générales. On a laissé aux États une grande liberté quant à l'acceptation de cet Acte, qui dans son art. 38 leur permet

d'adhérer soit à l'ensemble de cet Acte, soit seulement à la conciliation et au règlement judiciaire, ainsi qu'aux dispositions générales qui concernent cette procédure. Enfin la seule adhésion à la conciliation et aux dispositions générales qui concernent cette procédure, est également prévue. La seule adhésion aux dispositions concernant le règlement arbitral n'est donc pas possible. Ce qui frappe, quand on lit les dispositions sur l'arbitrage, c'est la précision minutieuse avec laquelle elles embrassent tout ce qui le concerne. Elles visent les conflits qui sont justiciables par le Tribunal arbitral, dont la constitution est assurée de manière très efficace. Enfin, les règles à suivre par le Tribunal arbitral sont aussi mentionnées.

Passons maintenant à l'analyse détaillée des dispositions touchant à l'arbitrage et qui prouveront la supériorité juridique et technique de l'Acte Général par rapport au Pacte, ou aux autres instruments pacifiques examinés jusqu'ici.

Les litiges à soumettre au règlement arbitral.

Il est intéressant d'observer, que l'arbitrage possède une double compétence, l'une directe et obligatoire, et l'autre indirecte et facultative. C'est que l'Acte Général fait une distinction entre les différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit et les autres que ceux-là. On voit donc apparaître

la distinction établie dans les Accords de Locarno, mais qui diffère profondément au sujet des instances établies pour chaque sorte de conflits, de l'Acte Général. Celui-ci institue la compétence arbitrale pour les conflits au sujet desquels les parties ne se contestent pas réciproquement un droit, tandis qu'en cas de conflits juridiques, l'instance prévue étant la Cour Permanente, l'arbitrage est facultatif. Il y a donc une grande différence avec les Accords de Locarno. Tandis qu'ils attribuent, comme nous le savons, les conflits juridiques soit à la Cour Permanente, soit à un tribunal arbitral, en empêchant ainsi de reconnaître précisément la tâche distincte de ces 2 instances et d'établir une séparation de compétences entre elles, l'Acte Général au contraire fournit les éléments nécessaires pour préciser cette différence.

C'est donc le premier Acte collectif, émanant de la Société des Nations, qui établit la distinction entre l'arbitrage et le règlement judiciaire par une délimitation de leurs compétences.

L'Acte Général prévoit également la procédure de conciliation et oblige les parties à lui soumettre les conflits qui ne sont pas juridiques, avant qu'ils ne soient portés devant le tribunal arbitral. Ce dernier est donc, dans une certaine mesure comme une deuxième instance, par rapport à la Commission de Conciliation, si elle n'a pas pu concilier les deux parties. Mais le tribunal arbitral n'a pas du tout à s'occuper de ce qu'elle propose. Il se trouve

devant le litige de façon absolument souveraine et indépendante des considérations ou de la solution qu'elle recommande.

Le tribunal arbitral.

Un instrument pacifique, avec une mission semblable à celle de l'Acte Général, doit posséder les qualités essentielles, qui sont nécessaires pour le fonctionnement précis de la réglementation pacifique des conflits. Tout ce qui peut l'entraver, doit être soigneusement écarté. Les Auteurs de l'Acte Général, n'ont pas méconnu cette nécessité et ont réglé minutieusement les détails de la constitution du tribunal arbitral.

Le nombre de cinq membres est prévu pour le Tribunal arbitral. Quant à leur provenance, la disposition respective prévoit la supériorité numérique des arbitres non influencés par le sentiment éventuellement national. Ainsi deux des arbitres choisis par les parties en cause, pourront être leurs ressortissants, tandis que les deux autres arbitres et le sur arbitre appartiendront à des tierces Puissances.

Les parties en cause doivent être d'accord sur le choix de ces trois arbitres, qui doivent remplir quelques conditions personnelles. Ils doivent être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties intéressées, ni se trouver à leur service. On prescrit donc de recruter ces trois arbitres d'une

manière telle, que leur impartialité ne soit pas atteinte même d'une façon inconsciente. Ce nombre de trois a pour but de déplacer la charge et la responsabilité de la sentence, qui se trouvaient habituellement peser sur un seul arbitre impartial. Ainsi la sentence, résultat de réflexions détaillées et approfondies de plusieurs arbitres objectifs gagnera beaucoup plus en autorité.

Dans les articles suivants, nous voyons que les auteurs étaient animés de beaucoup de prévoyance. Ils cherchaient à prévenir à toutes les éventualités, qui pourraient empêcher la constitution du Tribunal arbitral. Or, une des premières conditions du fonctionnement d'une procédure pacifique, c'est son organe. Ainsi des délais sont fixés pour les différents moyens prévus pour la constitution du Tribunal, qui autrement pourra traîner longtemps, aux dépens de la réglementation du conflit.

Par conséquent, si un délai de trois mois, à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre de constituer le Tribunal arbitral, s'est écoulé, sans que la constitution prévue ait eu lieu, les parties choisiront d'un commun accord une tierce Puissance, qui procédera aux nominations nécessaires. On observe alors un commencement d'une sorte de remise par les parties de leur compétence absolue pour choisir ceux qui doivent régler leur conflit, à un tiers. Certes, le choix de cette puissance est encore dans leurs mains, mais nous verrons plus loin, dans la mesure où les obstacles à la constitu-

tion du Tribunal arbitral se multiplient, comme étape par étape leur compétence en ce sujet s'amointrit et s'efface au profit de ces tiers, soit de Puissances ou de personnes de haute autorité, dont l'impartialité et l'objectivité sont assurées efficacement.

Ainsi l'impossibilité éventuelle d'un accord sur le choix de cette tierce Puissance est également prévue. En ce cas, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par ces Puissances. On a en vue de cette façon de transférer à des Puissances, dont chacune se réjouit de la confiance de la partie qui la choisit, le soin de passer aux nominations nécessaires, en raison de ce fait que, bien que mandataires des parties en cause, elles posséderont le sang-froid nécessaire et aussi une certaine objectivité qui est due à l'éloignement de leurs intérêts pour pourvoir plus facilement à cette tâche. C'est la dernière occasion offerte aux parties, de faire intervenir leur volonté, qui ici se manifeste de façon indirecte, dans la constitution du Tribunal arbitral. A ces Puissances étrangères un délai de trois mois est accordé pour remplir leur tâche. Si dans ce délai elles ne tombent pas d'accord là-dessus, ce sera alors le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale qui s'en occupera.

Voilà, comment la constitution du Tribunal arbitral glisse complètement des mains des parties. Mais si on prend à celles-ci de ce moment toute immixtion à ce

sujet, les auteurs se sont efforcés d'établir les garanties nécessaires d'impartialité et d'objectivité de ces personnes, éventuellement chargées de cette tâche. Ainsi la personnalité et la haute autorité juridique et morale du Président de la Cour Permanente est déjà très suffisante pour inspirer la confiance nécessaire. Mais on a jugé nécessaire d'écarter tout doute, si éloigné et impossible qu'il puisse être, en prescrivant que, s'il est ressortissant de l'une des parties, le vice-président procédera en ce cas aux nominations nécessaires. Ce dernier est également prévu comme remplaçant du Président, dans le cas où celui-ci serait empêché. Si enfin le Vice-Président est ressortissant de l'une des parties ou empêché, alors le membre le plus âgé de la Cour, n'étant ressortissant d'aucune des parties, pourvoira à cette tâche.

C'est donc aux plus hauts magistrats, que les États confient cette mission, parce que « l'expérience a démontré qu'une autorité politique n'est pas toujours bien placée pour procéder à la nomination d'arbitres ¹ ».

Les vacances, qui se produiront éventuellement par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, seront remplacées dans le mode fixé pour les nominations.

Ainsi ces précautions techniques détaillées sont en mesure d'annihiler toutes les tentatives, tendant à em-

1. E. Borel. « L'Acte général de Genève », *Recueil des Cours de l'Académie de la Haye*, 1929, II, p. 574.

pêcher la constitution du Tribunal arbitral, qui seraient alors une violation de l'Acte Général.

Le compromis.

Chaque litige, qui est soumis à un Tribunal arbitral, exige, que son objet et la procédure qui doit être suivie, soit déterminé. Tout cela entre dans le cadre du compromis, dont la conclusion exprime l'accord des volontés des parties sur ces questions. Naturellement, les parties peuvent également fixer les règles de fond à appliquer par les arbitres, ce que l'art. 25 ne mentionne pas explicitement¹ mais qui est tout de même sous-entendu.

Dans le texte original cet article a contenu l'expression « et les règles de fond à appliquer par les arbitres ». Mais à la séance mixte de la première et troisième Commission (24 septembre 1928) on s'était aperçu, qu'il n'y avait pas de concordance avec le texte de l'art. 18², qui ne mentionne pas cette phrase, citée tout à l'heure. Une discussion s'engagea. Il y avait plusieurs propositions, dont l'une de M. Mrozovski (Pologne), d'ajouter à l'art. 18 les mots « et les règles de fond à observer par les arbitres » en vue d'harmoniser les deux articles en question. M. Politis, comme rapporteur, s'opposa,

1. Art. 25 : Les parties rédigeront un compromis, déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

2. Art. 18. Si les parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre.

en argumentant de la façon suivante : l'art. 18 prévoyait les règles à appliquer, mais on faisait en suite mention de la Convention de la Haye et celle-ci ne pouvait pas s'appliquer aux règles de fond. Il fallait donc scinder le texte, pour le rendre plus clair. On avait parlé d'abord uniquement de la détermination de l'objet du litige, du choix des arbitres et de la procédure à suivre. Pour les règles de fond, il fallait se reporter au Statut de la Cour (et c'est pour cette raison qu'on a fait la division en paragraphes). On pourrait conserver l'art. 18 tel quel et lui ajuster *mutatis mutandis* l'art. 25.

C'est donc sur la proposition de M. Politis que l'art. 25 a reçu sa forme finale. Donc, la compétence traditionnelle des parties d'établir les règles de fond, que les arbitres doivent appliquer, reste intacte. Enfin, l'art. 28 y fait indirectement allusion par le fait qu'il mentionne expressément le « silence du compromis » sur les règles à appliquer pour que celles qui y sont énumérées le soient en effet.

Une innovation remarquable est la séparation de la désignation des arbitres, des objets qui sont à déterminer dans le compromis. Dans la tradition de l'arbitrage, les arbitres à choisir rentrait dans le contenu du compromis. Ainsi la nomination des arbitres partageait le sort de celui-là. Si l'accord ne pouvait pas s'établir sur lui (même un petit détail pouvait le faire échouer) alors il n'y avait point d'arbitrage.

L'Acte Général, par conséquent, pour éviter ce partage de sort, assure, comme nous le savons, de façon efficace indépendamment du compromis, la constitution du Tribunal arbitral et par là même l'arbitrage puisque même le défaut du compromis ne constitue ici une immobilisation du fonctionnement arbitral. La requête unilatérale au Tribunal arbitral est permise dans le cas où la conclusion du compromis n'intervient pas dans un délai de trois mois à partir de sa constitution. Il faut avouer qu'ainsi un grand pas en avant a été accompli en matière arbitrale.

Le caractère traditionnel de l'arbitrage est d'être une grande concession à la volonté commune des parties. Mais celle-ci est souvent difficile à réaliser, étant donnée la nature plus ou moins centrifuge des intérêts déterminants de chaque volonté. Ainsi le fonctionnement de l'arbitrage était à la merci de la bonne volonté de chaque partie. L'État obligé de recourir à l'arbitrage en vertu d'un traité, pouvait de cette façon, par un désaccord sur le compromis, rendre caduc l'arbitrage, sans se mettre en contradiction avec son engagement.

Donc, ce qui ressort des dispositions respectives de l'Acte Général, c'est l'effort pour trouver un compromis entre ce caractère traditionnel de l'arbitrage et les exigences de la vie nouvelle en commun des États. Cela marque sa tendance vers plus de souplesse et d'efficacité et son évolution vers un état libéré de l'arbitraire.

Il n'est pas possible de mettre en mouvement unilatéralement le Tribunal arbitral d'une façon immédiate, mais on peut déjà entrevoir un avenir plus efficace en cette matière, qui ne peut pas être atteinte d'un seul coup.

Il s'agit maintenant de savoir, comment le Tribunal arbitral, saisi par requête unilatérale, faute de compromis, trouvera la détermination du litige et de la procédure à suivre. M. Borel dit, que les mémoires et les conclusions des Parties détermineront l'objet du litige¹. Mais quant à la procédure à suivre, nous sommes d'avis que les arbitres doivent s'inspirer des dispositions respectives de la convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. L'art. 26 prévoit qu'à défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans les compromis, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions précitées. Donc si le principe de l'utilisation de la Convention de 1907 est établi dans un sens suppletif, alors à plus forte raison il trouvera son application à défaut du compromis.

Les règles de fond que le Tribunal arbitral doit appliquer, sont d'une importance particulière, parce qu'elles influent grandement sur le caractère de la sentence. Les auteurs de l'Acte Général ont reconnu l'importance de cet élément dans le fonctionnement de l'arbitrage ils

1. *Op. cit.*, p. 574.

ont jugé nécessaire de prévoir et de prescrire aux arbitres une certaine direction quant aux règles de fond à appliquer dans le silence ou à défaut de compromis. Donc, quand les parties ne se servent pas de leur droit de déterminer les règles de fond, alors la procédure arbitrale n'est pas immobilisée.

D'après l'art. 28, le Tribunal arbitral appliquera dans ces cas les règles de fond énumérées dans l'art. 38 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le Tribunal arbitral jugera *ex aequo et bono*.

Les règles de fond énumérées dans l'art. 38 du Statut de la Cour sont :

1^o Les conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les États en litige ;

2^o La coutume internationale, comme preuve d'une pratique générale, acceptée comme étant le droit ;

3^o Les principes généraux de droit, reconnus par les nations civilisées ;

4^o Sous réserve de la disposition de l'art. 59¹ les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

Comme nous le voyons, il s'agit de deux sortes de

1. Art. 59. La décision de la Cour n'est obligatoire que pour les parties en litige et dans le cas, qui a été décidé.

règles, qui sont prévues par l'art. 28, dont l'une prime l'autre. C'est le droit, qui tout d'abord doit guider les arbitres et à son défaut ils ne doivent pas s'abstenir de leur tâche, mais ils jugeront *ex aequo et bono*. C'est un devoir des arbitres, qui a été affirmé par M. Rolin (Belgique) dans la séance mixte des première et troisième Commissions à l'occasion de la discussion de cet article : « En effet, ce n'est pas seulement une faculté, qui est donnée dans l'article en question, lorsqu'il s'agit de différends qui en principe ne tombent pas sous l'application de règles de droit ». Et pour qu'il n'existe aucun équivoque à ce sujet, le texte original, qui contenait les mots « le Tribunal pourra juger » a été modifié sur sa proposition dans la forme actuelle qui dit clairement « le Tribunal *jugera ex aequo et bono* ».

Une question intéressante a été soulevée à la Sous-Commission de la première Commission, quant au droit des arbitres de statuer *ex aequo et bono*, même en cas d'existence des règles de droit, dont l'application ne serait pas susceptible d'apaiser le conflit.

Nous traiterons cette question dans notre II^e partie, où il faut la faire entrer de préférence.

Nous avons mentionné au commencement de ce chapitre, que l'Acte Général prévoit l'arbitrage également pour les conflits juridiques, mais de façon indirecte. Parmi les dispositions sur le règlement judiciaire il y en a donc quelques-unes sur l'arbitrage, destiné à ce conflit.

Et ces dispositions arbitrales diffèrent un peu de celles que nous avons étudiées jusqu'ici ; ainsi il est nécessaire de montrer ces différences.

Tout d'abord la désignation des arbitres entre dans le cadre du compromis. Par conséquent, à défaut d'accord possible sur cette désignation, il n'est pas suppléé par les possibilités ouvertes pour la faire réussir, dans les dispositions du chapitre III sur le règlement arbitral.

Deuxièmement, dans le silence du compromis touchant les règles de fond à appliquer par les arbitres, celles seulement de l'art. 38 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale seront appliquées. Cette prescription contenant l'exclusion du jugement *ex aequo et bono* se comprend par rapport à la nature des conflits qui viennent d'être jugés dans ce cas par les arbitres. Mais les parties gardent naturellement leur liberté de fixer les règles de fond dans le compromis. Et finalement, si l'accord sur le compromis ne s'établit pas ¹ l'arbitrage ne sera plus appliqué et l'instance normalement prévue pour cette sorte de conflits, la Cour Permanente

1. Etant donné que la désignation des arbitres est prévue comme rentrant dans le compromis, il est difficile de comprendre, pourquoi on a expressément mentionné (dans l'art. 19) à côté du « défaut d'accord des parties sur le compromis » le cas « à défaut de désignation des arbitres » comme rétablissant la compétence de la Cour. Si sur tous les autres objets du compromis, sauf la désignation des arbitres dont elle fait également partie, un accord peut être établi, c'est alors « défaut d'accord des parties sur le compromis » de sorte que la mention spéciale « à défaut de désignation des arbitres » doit être considérée comme superflue.

de Justice Internationale, pourra être saisie, après un préavis de trois mois, directement par voie de requête unilatérale.

Ces différences peuvent s'expliquer par le fait, que l'instance correspondante à des conflits au sujet desquels les parties se contestent réciproquement un droit, est la Cour. Et pour satisfaire les préférences éventuelles, que les États pourraient posséder dans un tel conflit pour l'arbitrage, on a prévu cet arbitrage, mais d'une manière qui porte toutes les traces du rôle secondaire qu'il y remplit.

Dispositions générales.

Nous y examinerons les dispositions générales qui ont trait à l'arbitrage.

La procédure spéciale, qui serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les parties, n'est pas atteinte dans son application. Mais si par exemple une procédure de conciliation, engagée conformément à une telle convention particulière échoue, les parties sont obligées de recourir à l'arbitrage, naturellement si elles y ont adhéré.

En raison de la diversité des instances, qui sont prévues dans l'Acte Général, celui-ci ne néglige point de résoudre les questions de litispendance, qui peuvent se présenter.

En cas, où une partie saisit d'un différend la Commis-

sion de Conciliation, tandis que l'autre, se fondant sur une convention en vigueur, l'a porté devant un Tribunal arbitral, ce sera ce dernier, qui statuera sur le conflit de compétence, jusqu'à la solution duquel la Commission de Conciliation est obligé de suspendre l'examen du différend. Il en sera de même, si le Tribunal a été saisi par l'une des parties en cours de conciliation. Un tel conflit se présentant par exemple entre la Cour Permanente de Justice Internationale et un Tribunal arbitral, c'est la première qui est compétente pour le régler, en vertu de l'art. 41, qui établit que les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Acte Général, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges et à la portée des réserves éventuelles, seront soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Une question intéressante est celle d'un différend, qu'une partie veut réserver à sa propre compétence, parce que son objet relève d'après sa législation intérieure, de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, tandis que l'autre partie a l'intention de le soumettre à l'arbitrage. L'art. 31 règle cette question, en déterminant que la première partie pourra s'opposer à l'intention de l'autre. Donc, la législation intérieure l'emporte, mais après qu'une décision a été rendue par l'organe interne, l'État qui désire recourir à l'arbitrage, devra notifier à l'autre partie son intention dans un délai d'un an.

Une disposition nécessaire est notifiée dans l'art. 32, d'après laquelle une sentence arbitrale, si elle déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige, se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le Droit international et si le Droit constitutionnel de la dite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, devra accorder à la partie lésée une satisfaction équitable. « C'est ainsi que l'Acte concilie les nécessités de la Justice internationale avec les difficultés ou impossibilités auxquelles, entre autres, en raison du principe de la séparation des pouvoirs, le Gouvernement d'un pays peut se heurter ¹ ».

Le Tribunal arbitral a le pouvoir d'indiquer les mesures provisoires qui doivent être prises pendant un conflit et auxquelles les parties doivent se conformer. Ces mesures seront nécessaires notamment, si la question, au sujet de laquelle les parties sont divisées, résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être.

Très appréciable et avantageuse également pour la confiance réciproque et la tranquillité des esprits (éléments si nécessaires pour la solution « psychologique » du conflit) est l'engagement des parties de s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision arbitrale et à ne

1. E. Borel, *op. cit.*, p. 579.

procéder généralement à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Il peut arriver qu'un différend surgisse entre plus que deux parties, de sorte que les dispositions mentionnées plus haut sur la composition du Tribunal arbitral ne seraient pas suffisantes. L'Acte Général s'occupe également de cette insuffisance éventuelle et distingue formellement deux situations, conformément à la différence d'organisation du Tribunal arbitral, dans les cas de conflits juridiques ou de conflits non-juridiques. Quand il s'agit de premiers, la composition du Tribunal arbitral ne peut se faire normalement, comme on le sait, que par l'accord des parties. Ce principe est donc également maintenu dans le cas où plusieurs parties sont en présence.

Toute autre est la situation en cas de conflits non-juridiques. Alors les parties qui font cause commune désignent un arbitre commun. Mais chacune des parties, ayant des intérêts distincts, nommera un arbitre et finalement le nombre des arbitres nommés par les parties sera toujours inférieur d'un à celui des autres. Ainsi le principe de la supériorité numérique des arbitres non-ressortissants des parties est ici également consacré.

Un autre cas d'intervention d'une tierce Puissance peut se présenter, si celle-ci par exemple estime qu'un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause dans le

différend. Elle peut alors adresser au Tribunal arbitral une requête à fin d'intervention et celui-ci décidera. On voit le souci de l'Acte Général, de sauvegarder en toutes situations le respect « des droits appartenant aux États¹ ». Il se manifeste encore davantage au cas, où le Tribunal arbitral doit s'occuper de l'interprétation d'une convention, à laquelle auront participé d'autres États que les parties en cause. En ce cas, il avertit ces autres États sans délai ; alors ils ont le droit d'intervention. Pour ceux qui interviendront, l'interprétation contenue dans la sentence aura force obligatoire.

Les réserves.

Les différends, que les États sont obligés de soumettre à la procédure arbitrale, conformément aux dispositions respectives de l'Acte Général, peuvent être limités par eux au moyen des réserves.

Celles-ci ont leur base dans le désir des États, de restreindre autant que possible leurs engagements. Il importe donc, de ne pas faire accepter par les États, pour tous les différends des procédures pacifiques, qu'ils ne pourraient pas tenir, ce qui pourrait être dangereux pour la cause de la paix. Ce qu'il faut, pour rendre efficace un système pacifique, c'est trouver le compromis entre l'idéal du but et les réalités de la vie. « Ici, tout particu-

1. Résolution de l'Assemblée 1928, § 4.

lièrement, le mieux risque de nuire au bien. Qu'une extension toujours plus grande soit donnée à l'empire de la Justice Internationale, cela est hautement désirable. Mais ce qui importe davantage, c'est que dans la mesure où elle est acceptée, l'action en soit réellement absolument assurée ¹ ».

Donc, si on ne pouvait pas supprimer ces réserves, on tâchait au moins de restreindre leur étendue habituelle, qui annihilait à peu près l'engagement tout entier, surtout à cause du pouvoir absolu des parties dans leur appréciation. Ainsi les réserves habituelles de l'honneur, des intérêts vitaux, etc... étaient naturellement des notions imprécises et vagues. A ces inconvénients l'Acte Général remédie, il faut l'avouer, de façon très efficace, en rendant les réserves tout d'abord limitées en nombre, ensuite en les revêtant d'une forme précise et claire pour qu'elles ne puissent donner lieu à aucun équivoque. Et finalement, ce qui est le plus important, c'est qu'il est attribué à un organisme judiciaire (la Cour Permanente de Justice Internationale) la compétence d'interpréter ces réserves, qui sont ainsi soustraites à l'arbitraire des États.

Quelles sont donc ces réserves permises par l'Acte Général ?

Elles permettent d'exclure trois sortes de différends :

a) Les différends nés de faits antérieurs, soit à l'adhé-

1. E. Borel, *op. cit.*, p. 564.

sion de la partie qui formule la réserve, soit à l'adhésion d'une autre partie, avec laquelle la première viendrait à avoir un différend. La possibilité de la seconde réserve correspond à la nécessité d'égalité et de réciprocité dans le droit de faire valoir des réserves. Dans la séance mixte de la première et troisième Commission, M. Rolin (Belgique) qui justement proposa l'amendement de la possibilité de la deuxième réserve (le texte original contenait seulement la réserve des différends nés de faits antérieurs à l'adhésion) déclara avec beaucoup de raison : « Lorsqu'une convention est conclue entre deux États et que l'on exclut tous les faits antérieurs, ce sont tous les faits antérieurs à la Convention, qui sont exclus pour les deux parties. Par contre, si l'on exclut tous les faits antérieurs à l'adhésion d'une partie à un Acte Général, il va en résulter que les premiers adhérents à l'Acte Général auront exclu les faits antérieurs à leur adhésion, mais qu'ils resteront tenus, s'il plaît aux autres États d'accepter dans des conditions non-réciproques et inégales l'arbitrage pour tous les faits qui seraient intervenus postérieurement à leur adhésion et antérieurement à l'engagement général, qu'aurait pris l'autre État ». Par la possibilité de cette réserve un État ne peut plus craindre « que d'autres... le guettent pour porter devant la juridiction arbitrale ou judiciaire des différends qu'il aurait voulu exclure ¹ ».

1. M. Politis (séance mixte I^{re} et III^e Commission).

b) Les différends, portant sur des questions, que le Droit international laisse à la compétence exclusive des États. Cette réserve, admise par l'Acte Général, nous révèle un problème de rare importance et prouve le progrès qui a été accompli à ce sujet par cet Acte.

Comme nous le savons déjà, il y a un principe consacré dans l'art. 15, § 8 du Pacte de la Société des Nations : reconnaissance et respect du domaine, que le Droit international laisse à la compétence exclusive des États. Donc, si une partie dans un différend déclare, qu'il porte sur une question que le Droit international laisse à sa compétence exclusive, alors l'instance, si elle reconnaît cette exception faite devant elle comme fondée, doit se déclarer incompétente.

L'application de ce principe généralement reconnu, se voit par conséquent modifiée par l'Acte Général. Celui-ci ne retire plus à la compétence internationale ces « affaires domestiques » en les rendant ainsi justiciables du Tribunal arbitral, à moins que les parties ne se servent de la réserve qui leur est ouverte à ce sujet. Il est nécessaire de faire quelques observations sur ce fait.

L'art. 28 prévoit, comme on le sait, le jugement *ex aequo et bono*, au moment où il n'existe pas de règles de droit applicables à un différend. Or, les affaires du domaine réservé sont justement celles, pour la solution desquelles n'existent pas de règles de Droit international, propres à être appliquées. Et l'art. 28 ne fait pas d'exclusion d'un domaine quelconque de différends.

Si nous nous reportons aux travaux préparatoires nous verrons cette affirmation confirmée. A la onzième séance de la première Commission ¹ M. Unden (Suède) déclarait littéralement. « D'ailleurs des questions qui selon l'art. 15 alinéa 8 du Pacte sont à considérer comme étant de la compétence exclusive des parties, pourront néanmoins faire l'objet d'un jugement *ex aequo et bono* ». Et M. Castberg, a la même séance affirme également la compétence des Tribunaux arbitraux pour ce genre de conflits, mais il constate une certaine contradiction entre ce texte de l'Acte Général et les principes proclamés dans le troisième paragraphe de la résolution de l'Assemblée « que le respect des droits établis par les traités, ou résultant du droit des gens, est obligatoire pour les Tribunaux internationaux ».

Finalement donc, si l'Acte Général prévoit expressément ces affaires domestiques comme pouvant former une réserve, il dit par là même, qu'elles rentrent *normalement* dans la compétence des Tribunaux arbitraux et pour les exclure, une réserve expresse doit être formulée nécessairement.

M. Borel ne croit quand même pas à la compétence dans cette matière des Tribunaux internationaux, en exposant qu'il s'agit d'un domaine, à l'égard duquel en l'état actuel du Droit international, une autre puis-

1. Examen du rapport de la Sous-Commission sur les projets de conventions de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire, élaborés par le Comité d'arbitrage et de sécurité.

sance ne peut fonder sur ce droit une réclamation contre les mesures que le dit État juge à propos de prendre. Cela étant, comment la justice internationale pourrait-elle se saisir et aborder l'examen au fond d'une demande de ce genre ? Elle se heurterait d'emblée à la barrière établie par le Droit international lui-même. Et dès lors, le fait par un État de ne pas formuler expressément la réserve visée par l'art. 39, al. 2 de l'Acte ne saurait en aucune façon, semble-t-il, lui enlever le droit d'opposer, le cas échéant, à une demande qui lui est faite, l'exception tirée du domaine laissé à la compétence exclusive¹. M. Borel s'appuie sur la nature du domaine réservé pour conclure à l'impossibilité d'être soumis à la justice internationale. Arrêtons-nous donc un peu à la nature juridique du domaine réservé.

M. Politis se demande, si le domaine réservé est reconnu ou seulement toléré par le Droit international. Il lui semble que le Pacte de la Société des Nations, parlant des questions que le Droit international *laisse* à la compétence exclusive du pays intéressé, ait adopté la première solution. Puis, dans l'avis consultatif du 7 février 1923 de la Cour Permanente, en constatant l'existence de points de vue qui permettent de se rallier à la fois à chacune de ces 2 thèses, M. Politis dit notamment : « Il est non moins certain que le domaine réservé est par définition un terrain juridiquement inexploré,

1. *Op. cit.*, pp. 566 et suivantes.

où le droit n'a pas encore pénétré. Si certaines affaires y rentrent, si elles sont acceptées comme domestiques et comme telles abandonnées à un règlement unilatéral, ce n'est pas en vertu d'une règle de droit, c'est faute d'une règle de droit, car, s'il y avait quelque prescription du droit au sujet de leur règlement, elles ne seraient pas comprises dans le domaine réservé¹ ». Voilà que les affaires, rentrant dans le domaine réservé, appartiennent à ce genre de conflits, dont la nature est la *conditio sine qua non* du devoir du Tribunal arbitral de juger *ex aequo et bono*.

Le Tribunal arbitral juge ainsi, répétons-nous, à défaut de règles de droit applicables au différend ; par conséquent, lorsqu'aucune partie ne peut fonder sa réclamation sur une règle de Droit international. Et M. Borel dit lui-même, comme nous l'avons mentionné tout à l'heure au sujet du domaine réservé qu' « à l'égard duquel en l'état actuel du Droit international, une Puissance ne peut fonder sur ce droit une réclamation ».

Or, aussi après M. Borel, c'est au défaut d'une base juridique de la réclamation d'un État contre l'autre, que le domaine réservé doit son existence et dont les affaires (nous répétons les paroles de M. Politis) « s'il y avait quelque prescription du droit au sujet de leur règle-

1. « Le problème des limitations de la souveraineté et la théorie de l'abus des droits dans les rapports internationaux », *Recueil des Cours de l'Académie de la Haye*, 1925, I, p. 47.

ment, ne seraient pas comprises dans le domaine réservé ».

Par conséquent, le point de vue de M. Borel n'est pas acceptable et la compétence particulière du Tribunal arbitral dans ce domaine marque le progrès et l'élargissement de la sphère d'activité de l'arbitrage. M. Wehberg s'exprime à ce sujet de façon optimiste : « Que la IX^e Assemblée de la Société des Nations comptait parmi ce groupe (des conflits devant être jugés *ex aequo et bono*) des différends qui après le Droit international sont du domaine exclusif d'une partie, m'apparaît très significatif. Ce fait seul nous prouve l'importance énorme du chap. III de l'Acte Général, comme une étape à un arbitrage sans réserves¹ ».

c) Les différends, portant sur des affaires déterminées ou des matières spéciales nettement définies, telles que le Statut territorial, ou rentrant dans des catégories bien précisées. Cette réserve permet donc l'exclusion du règlement arbitral de quelque différend qu'il soit, sous condition d'être complètement déterminé. Ce qui est important à remarquer, c'est qu'elle peut être faite non seulement *ratione materiae*, mais aussi *ratione personae*. Dans la discussion de cet article à la séance mixte de la première et troisième Commission, il s'agissait justement de préciser, si on peut exclure tous les différends contenus dans un traité déterminé, ce qui serait une réserve

1. Friedenswarte, p. 307.

ratione personae. On en était d'accord, mais pour la bien préciser, afin de ne pas donner lieu à un équivoque, on a ajouté à ce moment-ci les mots : « Ou rentrant dans des catégories bien précisées ».

Finalement il faut mentionner que, si une des parties en litige a formulé une réserve, les autres pourront se prévaloir vis-à-vis d'elle de la même réserve et toute partie, dont l'adhésion n'aura été que partielle ou subordonnée à des réserves, pourra à tout moment, au moyen d'une simple déclaration, soit étendre la portée de son adhésion, soit renoncer à tout ou partie de ses réserves.

Appréciation de l'Acte général de Genève

La façon dont l'arbitrage y est organisé, met les États dans l'impossibilité « juridique » de l'éluder arbitrairement. C'est donc la première convention générale en vigueur, qui établit l'arbitrage obligatoire. L'Institut de Droit International précise, comme nous y avons déjà fait allusion, le critère du qualificatif « obligatoire ». Il dit expressément. « Il y a juridiction internationale dans les cas où en vertu d'un accord initial entre les États, l'intervention de la Justice internationale lors d'un conflit est assurée de telle sorte, qu'elle ne puisse plus être exclue ou paralysée ultérieurement par la résistance de l'un d'eux, ou par un désaccord entre eux ¹ ».

1. Rapport de MM. Borel et Politis sur « l'extension de l'arbitrage obligatoire et la compétence obligatoire de la Cour Permanente de Justice internationale, XV^e Commission, *Annuaire de l'Institut*, 1927, II, p. 675.

Comme nous l'avons montré, le mécanisme arbitral est dans son fonctionnement si efficacement organisé, qu'il remplit ces conditions pour mériter l'attribut « obligatoire ». Les réserves qui peuvent être formulées, n'influencent point le caractère obligatoire de l'arbitrage. L'obligation ne se mesure pas à l'extension de l'arbitrage, mais à l'intensité de son action dans un domaine déterminé, indépendamment de son étendue.

La forme, dans laquelle l'Acte Général se présente, est une heureuse combinaison des avantages qui existent dans les traités collectifs et dans les traités particuliers. On nous permettra quelques brèves observations sur ces deux sortes de traités pour mettre en relief la synthèse avantageuse qu'est la forme de l'Acte Général.

Les traités collectifs conclus sous les auspices de la Société des Nations correspondent au mieux à l'esprit du Pacte, qui désire que les liens de confiance, de sécurité et de paix efficace et véritable se renforcent *entre tous ses membres*. Les traités collectifs ont naturellement comme conséquence d'établir entre les contractants le même ordre juridique, concernant les points qui y sont réglés.

Or, les États qui doivent participer à un tel traité prennent en considération le caractère de leurs relations politiques entre eux, qui n'est pas le même entre tous. Il s'agit donc d'amener ces différentes situations politiques qui existent, sur une même plateforme. (Ce serait

entrer dans le domaine de la politique, si nous analysons le « pourquoi » et le « comment » de ces différences des relations politiques. Étant donné le caractère de notre travail, nous l'éviterons autant que possible.) On cherchera alors à trouver une « moyenne » qui, tenant compte de ces nombreuses circonstances, qui font différentes les aspirations, les intentions et les sacrifices possibles des divers États, doit être satisfaisante pour tous. Dès lors, les dispositions du traité collectif ainsi construit n'auront plus l'intensité et la valeur nécessaires, parce qu'elles seront déterminées d'après les concessions et sacrifices *minima* de ceux d'entre les États contractants, qui vivent entre eux sous le rapport de la moindre confiance.

M. Dotremont dit qu'« entre deux États le terrain des différends possibles est... sous les yeux des contractants : il est circonscrit par une série de facteurs concrets et connus, à savoir la situation géographique des deux pays, leurs relations financières, économiques et psychologiques ¹ ».

Voilà précisément la différence entre les traités individuels et les traités collectifs, qui se dégage. Ceux-là peuvent exactement tenir compte de ces « facteurs », ils reflètent de la meilleure façon les vraies relations existantes entre deux États. Pour cela ils seront plus efficaces parce que en respectant le vrai degré de con-

1. *L'arbitrage international et le Conseil de la S.D.N.*, pp. 32 et 33.

fiance qui existe, ils ne chercheront pas à « brûler les États¹ », comme il peut arriver parfois dans les traités collectifs, s'ils ne tiennent pas compte des situations politiques.

Les traités collectifs apportent des procédures pacifiques uniformes pour tous les contractants avec peu d'efficacité. On peut donc les appeler : Méthode extensive, par rapport à la méthode intensive, formée par les traités individuels, qui pour le cadre petit et connu où elles s'appliquent tirent le plus grand profit possible pour l'efficacité de sa pacification.

Par ces traités individuels on arrive d'une façon lente, il est vrai, mais d'autant plus efficace au but poursuivi par la S.D.N. On crée ainsi « des véritables régions de pacification », la confiance réciproque augmente, se répand et diminue ainsi les possibilités de friction entre les peuples.

Telle est l'importance de ces traités, qui sont plus que les autres en état de tenir compte des intérêts vitaux, très importants qui, d'après le savant auteur M. Huber, « ne peuvent être sacrifiés sans danger immédiat pour la paix² ».

La valeur générale de ces traités individuels augmente dans la mesure où ils sont conclus entre États, qui sont particulièrement exposés à des conflits entre eux,

1. Politis, *Justice internationale*, p. 255.

2. Volkerbundsvertrag (Conférence, 15 décembre 1919 au Berner Juris-enverein.

par exemple : un traité d'arbitrage entre des États limitrophes, qui vont se trouver plus souvent devant des conflits dangereux, à cause de leurs relations multiples, contribuera par conséquent dans une mesure plus grande à la confiance générale qu'un traité conclu entre des États très éloignés l'un de l'autre et dont les relations sont très minimes.

Au point de vue de la situation juridique des États un traité collectif établit dans la mesure de son contenu, comme nous l'avons déjà dit, le même ordre juridique entre ses contractants. C'est un traité établi par la volonté commune des États participants, de sorte qu'il n'est pas possible pour les États en litige de modifier le contenu du traité.

« L'acceptation volontaire de l'arbitrage... consiste ici dans la participation à l'institution commune de l'arbitrage, dans la participation à la volonté générale qui représente une instance différente de celle de deux parties en conflit. La volonté collective n'est pas seulement une somme de volontés individuelles : c'est une nouvelle source de droit, ainsi qu'une force morale juridique, supérieure à la volonté d'un ou deux États ».

Ces conséquences juridiques ne s'imposent pas dans un traité individuel, qui est le produit de la volonté de deux États. Par conséquent, en cas de conflit ils ont

1. A. Hobza, réponse au rapport déjà cité de MM. Borel et Politis à l'Institut de Droit international, *Annuaire*, 1927, II, p. 827.

toute liberté pour modifier d'un commun accord le contenu du traité, dont le lien juridique créé ne s'étend qu'à eux.

Après ce petit aperçu sur ces deux sortes de traités, on conviendra que l'Acte Général réussit autant par les modalités prévues de son acceptation, que par les réserves permises à satisfaire en même temps les préférences personnelles des divers États (comme peut le faire un traité individuel) et l'intérêt général par la création d'un lien juridique commun entre tous les contractants qui seulement pourrait avoir parfois plusieurs formes.

Ainsi se manifeste la différence de l'Acte Général du Protocole, qui a tâché, comme nous l'avons déjà dit, d'établir les mêmes règles pour tous, sans tenir compte des diverses circonstances où vit chacun d'eux.

II^e PARTIE

La Nature Juridique de l'Arbitrage dans la Société des Nations

Nous avons étudié dans la I^{re} Partie de notre travail la façon, dont l'arbitrage est organisé dans les divers instruments pacifiques. Ainsi il nous est possible de comprendre le grand rôle attribué à l'arbitrage dans la pacification du monde.

Ce problème, d'une portée universelle pour l'humanité, qui est le plus important, parce qu'il est la *conditio sine qua non* de tout développement humain, est par là-même un des plus compliqués. Il est un de ses côtés dynamiques, qui demande toujours une adaptation aux nouvelles circonstances dans la vie des peuples, de sorte que des institutions modifient leur caractère, des nouvelles se créent, etc... L'arbitrage ne pouvait pas échapper à

cette loi et dans l'évolution générale il évolua également.

Notre but dans cette partie est donc de fixer sa nature juridique après ses nouveaux aspects, que nous avons connus dans la I^{re} Partie, qui, par conséquent forme la base de l'examen qui suit.

Mais il est nécessaire de toucher brièvement la conception d'avant-guerre sur l'arbitrage, pour mettre ainsi en relief à l'aide des faits, qui constituent son évolution pratique, l'évolution juridique.

L'art. 37 de la Convention de la Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux de 1907 dit, que l'arbitrage international a pour objet le règlement des litiges entre États, par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit. Cette conception nous révèle l'effort d'une combinaison d'éléments subjectifs et objectifs, le désir de faire une synthèse de l'influence et de la volonté personnelle des parties avec les principes objectifs du règlement judiciaire. Il faut donc chercher, si cette conception juridique peut être maintenue, ou si les faits ne sont pas de nature à la modifier.

Tout d'abord il est nécessaire de remarquer pour la meilleure compréhension du changement de la tâche et de la nature de l'arbitrage, le caractère du lien, existant entre les États avant et après la guerre.

Avant la guerre, la communauté des États se trouvait dans un état inorganisé, qui essayait de poser quelques règles pour le règlement pacifique des conflits interna-

tionaux. Naturellement elles portaient les traces de leur milieu, en tant qu'elles constituaient « une panacée pour toutes les maladies internationales ¹ » sans distinction de différentes sortes de conflits, qui pouvaient se présenter.

Après la guerre, les États qui ont vécu en liberté complète du point de vue des obligations, qui auraient pu découler d'une organisation, voient cette liberté se rétrécir. Ils se sont organisés dans une Société, à laquelle ils ont remis certaines compétences. Quelques minimales qu'elles soient, elles restreignent leur liberté d'action et ce qui est le plus important, elles leur prescrivent des attitudes déterminées.

Or, la Société des Nations ne pouvait pas négliger sa condition fondamentale d'existence, le règlement pacifique des conflits internationaux. Il fallait organiser, préciser, limiter ces différentes procédures : chacune en raison de la diversité des conflits et des circonstances dans lesquelles elles interviennent, correspond à des buts déterminés. L'arbitrage ainsi influencé ne changea pas de ses aspects d'un seul coup, mais de façon lente, conformément au degré général d'évolution. Pour établir donc la nature juridique de l'arbitrage, il est nécessaire d'éloigner les contradictions qui l'accompagnent. Dans ce but la distinction entre le règlement arbitral et le règlement judiciaire, souvent confondus, s'impose.

1. Ph. M. Brown. « Arbitrage et Justice », *Revue de Droit international et de législation comparée*, 1924, p. 319.

TITRE PREMIER

LA DIFFERENCE ENTRE L'ARBITRAGE ET LE REGLEMENT JUDICIAIRE

Avec l'avènement de la Société des Nations, l'arbitrage s'est vu obligé de partager ses compétences avec une autre procédure pacifique — le règlement judiciaire — qui seulement à ce moment arriva à jouir d'une existence distincte et à revêtir des caractères personnels. Ainsi l'arbitrage trouva son domaine propre.

Dans la première conception du Pacte¹ de la Société des Nations, l'arbitrage maintenait encore son caractère général, mais la conviction de la nécessité d'un partage de compétence avec une procédure pacifique, qui, en raison de sa nature et de son organisation, est plus capable de régler un genre de conflits, ressort de l'art. 14 du Pacte qui a en vue une Cour Permanente de Justice.

1. Avant que le mot « règlement judiciaire » fut ajouté.

Ce n'est qu'en 1920, avec la Cour Permanente de Justice Internationale, qu'il a commencé à trouver sa mission véritable. Alors, à l'occasion de la préparation du Statut de la Cour, les particularités du règlement arbitral furent exposées par le Secrétariat de la Société des Nations. Voilà son interprétation juridique du terme « arbitrage ¹ ».

L'arbitrage est une forme du règlement judiciaire des conflits internationaux. Trois traits distinguent en général la procédure arbitrale de la procédure judiciaire proprement dite :

- 1° La nomination des arbitres par les parties ;
- 2° Le choix par ces dernières des formes matérielles à suivre par le Tribunal ;
- 3° Le caractère volontaire de la juridiction arbitrale.

Cette caractéristique donnée est plutôt technique que juridique, comme le reconnaît lui-même le Secrétariat, en déclarant que là où ces trois traits mentionnés sont présents, il y a certainement arbitrage technique. Mais juridiquement on tombe dans l'autre extrême par rapport au temps d'avant-guerre. Il définit l'arbitrage comme une forme du règlement judiciaire en considérant de cette façon ce dernier comme notion générale et l'arbitrage comme une sous-division de même qu'auparavant l'arbitrage a revêtu un sens très large. C'est donc une

1. Dans l'appendice au memorandum présenté par la Section juridique du Secrétariat au Comité de dix juristes réunis à la Haye pour la préparation d'un Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale.

paraphrase à l'aide d'une autre notion et ce qui manque, c'est sa définition par lui-même.

a) *La différence technique.*

Mais ce qui est à retenir pour le moment c'est la distinction technique établie entre l'arbitrage et le règlement judiciaire. Toutefois, déclare le Mémorandum (dans l'appendice) du Secrétariat, la limite entre les deux branches ne peut pas être considérée comme fixe. Il y a des formes transitoires, où une procédure est caractérisée par un ou deux de ces traits seulement. Cette remarque est très justifiée, si on prend en considération les formes de l'organisation arbitrale dans les instruments pacifiques examinés dans la 1^{re} Partie. Il s'en dégage, que ces trois traits mentionnés ne sont pas tous toujours très significatifs et qu'il pourrait y avoir arbitrage sans leur présence. Nous examinerons brièvement 2 exemples :

Dans le Protocole de Genève, l'arbitrage du deuxième degré était rendu complètement obligatoire¹ de sorte que le troisième trait « le caractère volontaire de la juridiction arbitrale » s'effaçait complètement. Et finalement nous savons encore, que c'était le Conseil qui

1. Nous avons mentionné dans la 1^{re} partie, en quoi le caractère obligatoire en Droit international peut exister. Il s'en dégage, que l'obligation ne découle pas d'une autorité supérieure, mais simplement de l'engagement volontaire pris d'avance, de manière qu'en cas de conflit, les parties sont obligées de recourir aux procédures prévues. C'est jusqu'à présent l'unique mode de création d'obligations. Le III^e point nommé par le Secrétariat ne vise donc que « le caractère volontaire de la juridiction arbitrale » au moment de la naissance du conflit.

devait régler tous les détails de l'arbitrage comme le choix des arbitres et les règles applicables ; ainsi les deux premiers traits disparaissaient également. Même dans l'arbitrage du premier degré, qui fut dans une certaine mesure facultatif, le Conseil avait cette faculté en vertu de son autorisation à intervenir en cas de désaccord des parties sur quelques points du compromis.

Le deuxième exemple, qui est plus frappant parce qu'il se base sur une convention générale qui est en vigueur, nous prenons de l'Acte Général de Genève. Et celui-ci prévoit précisément dans des circonstances déterminées la nomination des arbitres par une personne, dont la qualité est loin de faire la moindre place à une intervention quelconque de la volonté des parties. Quant au choix des règles, on sait qu'en cas de silence du compromis, il y a un nombre déterminé de règles et de principes, qui s'imposent aux arbitres. Inutile de rappeler l'obligation arbitrale qui est justement assurée par ces 2 faits mentionnés.

Voilà par conséquent 2 preuves de la relativité des formes sous l'empire de l'évolution. On pourrait objecter peut-être que — pour nous tenir au deuxième exemple — les traits mentionnés par le Secrétariat ne sont pas atteints, parce que les parties sont expressément autorisées à choisir elles-mêmes leurs arbitres et les règles de fond et que seulement si elles ne se servent pas de ces droits, que ceux-ci se « prescrivent ». A quoi il faudrait

répondre que ce qui est décisif, c'est la forme possible de la constitution de la procédure arbitrale. Et celle-ci peut avoir lieu, sans que les arbitres aient été nommés par les parties et avec des règles de fond, qui puisent leur caractère obligatoire non dans la volonté des parties en cause, mais dans la volonté générale. Donc, si nous nous trouvons en face d'un tribunal arbitral, constitué par une autre volonté que celle des parties et qui applique des règles, qui n'ont pas été choisies par les parties, l'arbitrage *existe* néanmoins après l'Acte Général, sans que ces trois traits aient intervenu. L'absence par conséquent de ceux-ci n'influe pas sur le caractère de l'arbitrage.

Mais il faut tenir compte que ce point de vue du Secrétariat date de 1920, donc avant le progrès mentionné de l'arbitrage.

On voit ainsi que ces trois traits qui correspondent à l'état primitif de l'arbitrage, ont été considérés comme distinctifs de cette notion. Il y a là une appréciation exagérée des manifestations passagères de formes d'une notion en développement. Il en ressort, que le caractère facultatif de l'arbitrage, avec les 2 premiers traits en question, qui justement sont ses conséquences, est seulement le signe de ce fait, que l'arbitrage n'était pas assez développé.

On a considéré de cette façon l'état non-consolidé de l'arbitrage comme distinctif.

D'après ce que nous avons vu, la caractéristique tech-

nique mentionnée ne tient pas toujours et disparaît souvent, sans altérer la notion d'arbitrage.

Mais cela ne veut pas dire encore, qu'il n'y ait aucune distinction du point de vue technique entre ces 2 procédures pacifiques. Selon nous, cette distinction ne peut pas être établie par le caractère personnel et subjectif, relatif aux Parties, de l'arbitrage, mais doit être cherché plutôt dans son caractère objectif et obligatoire qu'il commence à adopter. Cette distinction, qui est plutôt la caractéristique de l'arbitrage¹, c'est la constitution d'un tribunal arbitral « ad-hoc » pour chaque conflit qui surgirait même entre les Etats participants à une convention établissant le recours obligatoire à l'arbitrage, par rapport au règlement judiciaire, dont l'organe officiel (la Cour Permanente de Justice Internationale) est constitué d'avance. L'instance arbitrale a ainsi un caractère passager. Et ce trait distinctif de l'arbitrage est naturellement indépendant du fait que le tribunal a été constitué par les parties ou non. Ce qui est important, c'est qu'il est commun à toutes les formes possibles de l'arbitrage. MM. Borel et Politis rejettent de même ces distinctions techniques établies par le Secretariat² en considérant qu'au

1. Parce que le règlement judiciaire peut parfois avoir le même aspect.

2. Rapport à l'Institut de Droit international, XV^e Commission, *Annuaire*, 1927, II, pp. 683 et suiv.. Nous mentionnons simplement leurs arguments : Dans l'arbitrage la désignation des juges par les parties n'est pas nécessairement directe. Lorsqu'un traité d'arbitrage confie à un chef d'Etat le soin de nommer le surarbitre, soit même la majorité des arbitres, ces derniers ne sont pas réellement choisis par les parties et ce-

fond un seul point les sépare : le tribunal arbitral est tribunal d'occasion, la Cour Permanente de Justice Internationale est un tribunal permanent.

b) *La différence juridique.*

Nous avons vu, que les auteurs du Memorandum ne sont pas également très convaincus de la stabilité de ces trois caractères et par conséquent de leur valeur comme distinction efficace. Pour cette raison ils s'efforcent plus loin (dans l'Appendice du Memorandum) d'établir une délimitation respective à l'aide d'autres facteurs. Nous citons le passage : Ces conflits sont en effet de 2 ordres différents : les litiges de droit et les litiges d'intérêt. Les deux groupes ne sauront cependant être considé-

pendant ce sont bien des juges « de leur choix » dans le sens de la définition classique, figurant à l'art. 37 de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Ce sont des juges « de leur choix » parce qu'ils ont été désignés, comme elles l'ont voulu elles même. En est-il autrement de la Cour Permanente..... Les membres de cette dernière sont les juges du choix des parties par la simple raison que celles-ci les ont accepté volontairement pour juges, tels qu'ils ont été désignés par les suffrages concordants du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations.

Quant au 2^e trait, ils argumentent ainsi : « Quant au droit appliqué par la Cour, le même fait d'acceptation volontaire de sa juridiction par les Etats, permet de dire qu'à cet égard non plus il n'y a pas de différence de principe entre la Cour permanente et un Tribunal arbitral proprement dit. Juridiquement l'art. 38 du Statut est de même que le le Statut tout entier l'expression de la volonté concordante des puissances signataires ». Nous avons traité ce sujet du point de vue de la manifestation de volonté immédiate pour prouver qu'elle n'existe pas toujours dans l'arbitrage. La même différence de ces deux points de vue se présente encore au sujet du 3^e trait sur lequel MM. Borel et Politis disent : « Enfin le caractère *volontaire* que présente au fond l'acceptation de la juridiction de la Cour Permanente a été signalé ci-dessus... » On voit, que les 2 éminents auteurs ont rejeté ces 3 traits juste de la façon contraire, en les considérant identiques pour les 2 procédures.

rés comme strictement delimités. Tout conflit juridique entre Etats renferme un élément politique. L'un ou l'autre, cependant doit prévaloir. Si c'est l'élément juridique, le recours à un vrai tribunal de justice peut être indiqué. Si au contraire c'est l'élément politique qui prévaut, pareil recours ne devrait pas avoir lieu. On ferait tort au caractère juridique d'un tribunal de cet ordre, en le chargeant de donner comme tel la solution d'un conflit politique. La compétence de l'arbitrage semble au contraire s'imposer dans des cas pareils ...

C'est dans le domaine de compétence du point de vue de la nature des conflits, qu'on cherche par conséquent à trouver la différence entre ces deux procédures pacifiques. On établit la compétence arbitrale pour les conflits politiques et le règlement judiciaire pour les conflits juridiques.

Le problème qui se pose maintenant est de trouver une conception claire sur la nature de ces deux sortes de conflits, afin de connaître la compétence de l'arbitrage.

CHAPITRE PREMIER

LES CONFLITS JURIDIQUES ET POLITIQUES

L'appendice du Memorandum du Secrétariat ne définit pas les litiges de droit et les litiges d'intérêt¹. Il se contente à déclarer que leur délimitation ne peut pas être fixe et qu'ils doivent être considérés sous l'angle de la majorité, soit des éléments juridiques, soit des éléments politiques mélangés, qu'ils contiennent.

C'est donc la majorité d'éléments déterminés, qui décide de la nature d'un conflit, qui à son tour conditionne la compétence de la procédure pacifique respec-

1. Cette dénomination « conflits d'intérêt » ne nous paraît pas assez juste pour pouvoir être considérée comme le contraire des litiges de droit. Est-ce que les litiges de droit n'ont pas pour objet des intérêts ? Ce sont justement des intérêts qui ont trouvé déjà leur protection dans le droit. (voir Ihering, « Esprit du droit romain »). Dès lors, ils n'en constituent pas moins des conflits d'intérêt et la différence consiste seulement dans le caractère de protection. Les uns sont juridiquement protégés, tandis que les autres, dans la lutte pour leur reconnaissance juridique, qui est une question de progrès du Droit international, cherchent une protection *ad hoc* et momentanée. L'intérêt peut donc être considéré comme commun aux 2 sortes de conflits, de façon que la dénomination spéciale « conflits d'intérêts » n'est pas très à la place.

tive. Il en résulte, qu'il n'y a pas de conflits purement juridiques ou politiques, mais que ces deux éléments sont entremelés.

M. Giraud soutient un point de vue semblable, en déclarant que la théorie des litiges d'ordre juridique et d'ordre politique suppose 2 ordres de conflits distincts, alors qu'en réalité il n'y a qu'une espèce de conflits, offrant deux aspects plus ou moins accusés. Les mêmes conflits, selon le point de vue d'où on les envisage selon la position prise par les parties, seront considérés tour à tour, comme des conflits d'ordre juridique et comme des conflits d'ordre politique¹. Nous voyons par conséquent, que deux théories s'affrontent, la théorie « dualiste », qui suppose deux genres de conflits, et la théorie « moniste », qui ne connaît qu'une sorte de conflits, ayant deux aspects différents. Il y a ainsi des divergences de vue sur l'existence même d'une différence interne entre les conflits juridiques et politiques.

Les conflits juridiques sont ceux, qui peuvent être résolus par l'application du droit. Il s'en suit, que les conflits, qui ne peuvent pas être résolus par l'application des règles du droit, sont politiques. La question suivante se pose maintenant : Est-ce que l'impossibilité d'une solution juridique provient du défaut de règles de droit ou bien d'une autre cause ? Pour répondre, il s'agit de préciser, de quelle façon on comprend la solution du conflit ;

1. *Répertoire de Droit international*, t. I^{er}, p. 675.

soit de façon objective, c'est-à-dire s'il existe ou non une règle de droit, applicable à la solution du conflit, soit d'une façon subjective, c'est-à-dire si la présente règle de droit est susceptible ou non de mettre fin véritablement au conflit. Si l'on envisage la solution des conflits sous ce deuxième point de vue, un grand nombre de conflits, auxquels des règles de droit peuvent s'appliquer, sera réglé en dehors d'elles. De cette façon, le nombre des conflits politiques s'élargira beaucoup.

Les conflits politiques ne sont pas seulement ceux, pour le règlement desquels les critères juridiques manquent, mais encore ceux, pour lesquels la solution de droit possible est dénuée d'efficacité. Ces derniers conflits politiques sont donc en vérité de nature juridique, auxquels seulement des considérations subjectives des parties influencées par des circonstances déterminées, donnent à un moment donné un aspect politique. Ainsi le même conflit juridique peut à des moments différents, sous l'empire des circonstances, perdre ou conserver son caractère juridique. Pour cette partie « occasionnelle » des conflits politiques la conception mentionnée ci-dessus d'un seul genre de conflits avec deux aspects, est justifiée. Mais les conflits politiques, pour la solution desquels une règle de droit n'existe pas¹, nous les qualifierons de conflits politiques par nature.

1. M. Wehberg, *Friedensnoarte*, 1929, p. 306, déclare qu'il y a un groupe très important de conflits (il les appelle) « d'intérêts », pour la solution desquels le Droit international ne connaît pas des bases juridiques. Comme

Par conséquent, deux sortes de conflits politiques se présentent devant nous, qui, portant la même dénomination, sont pourtant différents par nature¹. Les conflits politiques ne s'opposent pas ainsi toujours juridiquement aux conflits juridiques, ce qui peut prêter à des malentendus. « Cette classification des différends en « juridiques » et « politiques » est viciée par une contradiction interne, qui doit fatalement lui enlever toute valeur pratique. Elle s'annonce en effet, comme visant à classer les différends selon leur nature intrinsèque et à fournir de la sorte un critérium objectif or, le mot « politique » qui forme l'un des termes de l'antithèse, est inséparable d'une appréciation personnelle et nettement subjective de l'importance des intérêts en litige ... Le différend le plus nettement juridique revêt un caractère politique, aussitôt qu'aux yeux de l'État mis en cause, il est de nature à affecter ses intérêts essentiels². » M. de Visscher est donc également conscient du danger, qui résulte du sens large de la dénomination « conflits politiques ». Et pour mettre en relief d'une façon précise et objective l'antithèse correspondante aux conflits juridiques, il préfère de les nommer « conflits non-juridiques. » Selon

exemple d'un tel conflit, M. Wehberg, cite d'après M. Rolin, l'opposition d'un Etat à l'avènement d'un prince sur le trône d'un autre Etat, (conflit de succession au trône de l'Espagne).

1. M. Decencière-Ferrandière dit par exemple : « A côté des conflits politiques par nature, il peut donc y avoir des conflits par détermination des Etats », *Revue générale de Droit international public*, 1929, p. 419.

2. Charles de Visscher, « Justice et médiation internationales », *Revue de Droit international et de Législation comparée*, 1928, p. 40.

nous, le mot de « conflits non-juridiques » couvre et distingue mieux que ne le peut faire le mot de « conflits politiques », ceux des conflits, qui par nature ne sont pas susceptibles d'être réglés par le droit. Maintenant, nous nous trouvons en face de deux sortes de conflits, qui se distinguent par leur nature. Nous examinerons plus tard à l'aide des instruments pacifiques étudiés dans notre Première Partie, laquelle de ces deux différentes classifications de conflits (1^o conflits juridiques et politiques, 2^o conflits juridiques et non-juridiques) correspond mieux à la compétence, que possède l'arbitrage, puisque au fond la classification des conflits n'est pour nous qu'un moyen nécessaire pour connaître l'arbitrage.

SECTION PREMIÈRE

LES DIVERGENCES DE VUE SUR LA CONCEPTION DU DROIT INTERNATIONAL ET LEUR INFLUENCE SUR LA CLASSIFICATION DES CONFLITS.

Pour connaître vraiment l'étendue des conflits juridiques et non-juridiques, il faut avoir une conception claire et précise de la notion du droit international, qui servirait de base à la sentence. Comme nous le savons, les conflits juridiques sont ceux, qui peuvent être résolus sur la base du droit international¹. Il s'agit maintenant

1. Par le fait, que nous serons bien éclairés sur les conflits juridiques, dans la même mesure les conflits non-juridiques trouveront leur délimitation.

de savoir ce qu'on comprend sous le nom « droit international » : ou droit positif, » tel qu'il peut être reconnu dans les conventions internationales ou coutumes, donc tel qu'il a son fondement dans une manifestation de volonté expresse ou tacite des États ¹. » ou qu'on regarde le droit international d'un point de vue plus élevé et plus large, en considérant comme y entrant également les principes juridiques qui n'ont pas encore trouvé leur consecration officielle et matérielle par la volonté des Etats. On nous consentira, que la différence entre ces deux conceptions se manifeste en grande partie dans le domaine de l'extension des conflits juridiques et non-juridiques. Nous exposerons brièvement les deux points de vue de compréhension du droit international.

Les tenants du droit positif considèrent que le juge est obligé de ne s'inspirer que des règles de droit dans ses appréciations matérielles sur le conflit, qui sont le résultat d'une expression de volonté des Etats, soit par voie de convention, soit par coutume. En face de cette conception stricte, le droit international, étant donné sa jeunesse, qui l'empêche d'être assez complet pour comprendre un grand nombre de règles, ne pourra participer qu'à la réglementation d'un petit nombre de conflits. Ainsi l'étendue des conflits juridiques se verra restreinte par rapport aux conflits non-juridiques, qui s'étendront dans la mesure où l'on cherchera leur solution en dehors du droit. Cette exigence d'une règle préexistante est une survivance de la doctrine répandue surtout en Allema-

1. De Visscher, *op. cit.*, p. 70.

gne au XIX^e siècle, qui considérait l'Etat comme créateur du droit¹. Nous touchons ainsi au problème du fondement du droit, qui justement sépare les positivistes des autres.

Les positivistes voient le fondement des règles de droit international dans l'assentiment qui leur est donné par la volonté des Etats. tandis que les autres considèrent que le vrai fondement du droit ne se trouve pas dans les manifestations formelles des Etats, mais dans les consciences individuelles. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que les principes de droit ne sont pas un produit soudain et formel, mais qu'il se forment inaperçus, lentement, dans les consciences individuelles. « C'est là conviction juridique, c'est-à-dire l'adhésion générale des consciences individuelles à certains principes, qui constituent le véritable fondement du droit ; cette conviction s'attache à des concepts ou à des principes, dont les conséquences ne se découvrent que progressivement et qui pour cette raison ne reçoivent que peu à peu leur expression technique et formelle dans la pratique internationale². » Les règles de droit positif ne naissent donc pas tout d'un coup, volontairement ; elles ne sont que la transformation extérieure et l'adaptation aux nécessités de la vie, des règles qui existent à l'état latent. Ces dernières sont justement la

1. Voir M. le Fur, « Observations sur le rapport déjà cité de MM. Borel et Politis à l'Institut de Droit International », *Annuaire*, 1927, II, p. 800.

2. De Visscher, *op. cit.*, p. 70. Voir de Visscher, « La codification du Droit international », *Recueil des Cours de la Haye*, I, 1925.

base des règles positives, qui d'après Duguit sont des règles de droit constructives ou techniques par rapport aux règles de droit normatives. Il y a par conséquent de la part des positivistes une confusion de la mise en forme des règles objectives préexistantes, avec leur création.

Pour conclure, ceux qui voient la base fondamentale du droit international dans une manifestation tacite des consciences individuelles, considèrent les principes juridiques, qui n'ont pas encore reçu une consecration officielle et expresse de la part des Etats, comme rentrant également dans le droit international judiciairement applicable, avec la seule différence dans l'ordre d'applicabilité par rapport aux règles de droit positif. « Si les règles conventionnelles ou coutumières, expression de la volonté des Etats, s'imposent au juge international *avant toute autre*, ce n'est pas à raison de leur origine immédiate (consentement des États), c'est simplement parce qu'elles sont le fruit d'une élaboration technique plus évoluée, qui leur confie plus de certitude et de précision¹. » Ces deux conceptions, restrictive ou extensive, du droit, exposées, nous y reviendrons dans la section qui suit.

1. De Visscher, « Justice et médiation internationales », *Revue de droit international et de législation comparée*, 1928, p. 70.

SECTION II

LES INSTRUMENTS PACIFIQUES EXAMINÉS DANS
LA PREMIÈRE PARTIE ET LA CLASSIFICATION EN LITIGES
D'ORDRE JURIDIQUE ET NON -JURIDIQUE.

Avec la création de la Cour Permanente de Justice Internationale commence à se manifester la distinction tangible entre les conflits juridiques et non-juridiques. Il est même très naturel, que du moment où existent des instances spéciales, on tienne compte de ce fait par une distinction entre ces deux sortes de conflits, accompagnée de la détermination de compétence des organismes jugeants. Dans le Pacte de la Société des Nations l'art. 13 énumère les différends, qui sont généralement susceptibles d'une solution arbitrale ou judiciaire : ceux qui sont relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout fait, qui s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international, ou à l'étendue ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture. L'art. 36 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale considère ces 4 catégories de conflits comme rentrant dans sa sphère d'activité, de sorte que leur caractère juridique est officiellement reconnu. En ce qui concerne la mention du Pacte — qu'elles sont aussi susceptibles d'une solution arbitrale —, nous en parlerons dans le prochain chapitre.

Voilà donc le commencement d'une séparation positive entre ces 2 sortes de conflits, par une énumération de quelques conflits juridiques.

C'est dans les Accords de Locarno et dans l'Acte Général de Genève, qu'on peut observer une séparation entre des conflits juridiques et non-juridiques. Et ce n'est pas d'une façon énumérative qu'on la fait, mais à l'aide de critères déterminés.

Ces deux conventions considèrent comme juridiques « tous différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit » en rejetant dans l'autre catégorie ceux qui ne correspondent pas à cette condition.

L'existence d'une distinction entre conflits juridiques et non-juridiques étant trouvée, il s'agit maintenant de savoir, quelle est sa nature. Est-ce que la définition des conflits juridiques donnée par les Accords de Locarno et par l'Acte Général est satisfaisante à tous points de vue ? M. De Visscher lui reproche qu'« au lieu de caractériser le différend juridique par l'existence d'une règle de droit objectif, applicable au différend, on lui donne pour caractéristique la contestation de droits subjectifs ¹. »

Le caractère juridique du litige dépend donc de la volonté des parties, en ce sens qu'elles doivent appuyer leurs points de vue sur des arguments juridiques. Naturellement, le conflit qui sera artificiellement présenté

1. Revue citée, pp. 42 et suiv.

comme juridique, sans qu'une règle de droit lui puisse être appliqué par la Cour, ne sera pas qualifié de juridique. Mais le contraire peut se présenter également. Si à propos d'un conflit, qui peut être réglé par une disposition du droit, les parties ne font pas valoir des arguments de droit, alors il est de par la volonté des parties dans ce cas spécial considéré comme non-juridique (comme il est mieux dit, un conflit politique). On voit par conséquent, qu'on n'a pas établi une règle de droit objectif pour définir le conflit juridique, de sorte que, les parties auraient été obligées alors de s'en tenir à ce critère, pour soumettre les conflits le possédant à un règlement judiciaire.

Il y est également prévu, que des divergences de vue entre les parties sur le caractère juridique ou non-juridique d'un conflit, tombent, pour être tranchées, sous la compétence de la Cour Permanente. Dans ce cas on voit la soustraction de cette question préalable, à l'arbitraire d'une partie et son attribution à un organe, qui par des critères juridiques doit se laisser guider dans cette tâche. Des facteurs politiques qui pourraient influencer les appréciations des juges, sont alors exclus.

Comme nous le voyons, on cherche, à déterminer les conflits juridiques, soit de façon énumérative, soit par une définition, qui est basée sur une grande influence des facteurs subjectifs, mais non par des critères juridiques objectifs, qui s'imposeraient d'avance. Mais, dans la pratique, au moment d'un conflit de nature juridique,

celui des Etats litigeants, qui aura ou croira avoir le droit de son côté, pourra par sa possibilité de porter le conflit pour qualification devant la Cour, (qui dans ce cas le déclarera naturellement juridique) lui donner la solution de droit qui justement lui convient.

Ainsi observons-nous, qu'à l'aide de la consécration du règlement pacifique obligatoire et de la possibilité de requérir unilatéralement la Cour, une séparation pratique s'établira entre ces deux sortes de conflits, malgré l'inexistence officielle des caractères de droit, qui s'imposeraient aux parties dans l'attribution de conflits d'après leur nature, aux instances conformes à elle.

En ce qui concerne la question doctrinale de l'étendue du droit international, il faut se demander, quelles sont les critères juridiques prévus, dont les juges doivent s'inspirer dans les conflits à eux soumis. Dans la mesure où les critères juridiques à appliquer sortiront du domaine positif, le nombre de conflits juridiques s'élargira.

Etant donné que la Cour Permanente vient généralement en considération pour les conflits juridiques, nous verrons ce qu'elle prévoit à ce sujet. C'est l'art. 38 de son Statut qui détermine, comme nous le savons déjà, ce qu'elle applique.

Nous répétons donc encore une fois que :

1° Les conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les Etats en litige.

2° La coutume internationale comme preuve d'une pratique générale, acceptée comme étant le droit.

3° Les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées.

4° Sous réserve de la disposition de l'art. 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

La Cour Permanente est donc obligée, dans le cas où les conventions internationales et la coutume ne lui livrent pas les règles de droit à appliquer, de s'inspirer des principes généraux de droit etc. On remarque par conséquent, que c'est seulement une priorité qui est déferée aux règles de droit positif, mais non pas une exclusivité. A leur défaut, on laisse une place à l'application de principes juridiques, qui n'ont pas encore reçu la consécration officielle par une manifestation de volonté expresse ou tacite des Etats¹. Le nombre de con-

1. « Ne peut-on objecter », se demande l'éminent professeur M. Le Fur, « que du fait même de cette reconnaissance, ces principes généraux sont élevés à l'état de droit positif ? » « Certes, ils ont partie » déclare M. Le Fur « à la fois du droit objectif et du droit positif, puisque le premier est le fondement du second. Mais ces principes à la fois très généraux et peu nombreux, sont un peu comme les axiomes dans les sciences mathématiques : ce sont leurs applications, faites par chaque pays conformément à ses traditions et à ses besoins, qui constituent à proprement parler le droit positif et non ces principes mêmes seuls invariables et qui dominent aussi les divers droits positifs dans le temps et dans l'espace ». (M. le Fur, Observations au rapport de MM. Borel et Politis, « L'extension de l'arbitrage obligatoire et la compétence obligatoire de la Cour Permanence de Justice Internationale » à l'Institut de Droit International, *Annuaire*, 1927, II, p. 791, note 2.

flits juridiques s'étendra de cette façon largement, étant donné que les principes généraux de droit admis permettent de régler bien des conflits juridiquement, ce qui n'aurait pas été possible en cas d'application du droit strict.

Par rapport à l'état relativement peu développé du droit international positif, cette conception élargie du droit consacrée dans le Statut est très salubre et forme un grand progrès. Ce qui nous intéresse, c'est la grande extension donnée ainsi aux conflits juridiques, qui restreint par conséquent les conflits non-juridiques.

Nous élargissons ainsi la définition dont nous nous sommes inspirés, donnée par l'éminent professeur M. Basdevant sur les conflits juridiques : « Dès qu'un conflit est susceptible d'être tranché sur la base du droit international positif, il est de nature juridique et comme tel propre à être résolu par le juge ¹ » en prenant comme critères, les principes énumérés par l'art. 38 du Statut de la Cour.

Dans le chapitre prochain, nous traiterons enfin la tâche propre de l'arbitrage, pour la connaissance de laquelle les développements étaient nécessaires jusqu'ici.

1. Citée par M. Hoyer, *Sécurité internationale*, t. III, p. 148.

CHAPITRE II

LA TACHE PROPRE DE L'ARBITRAGE

Dans le chapitre précédent nous avons parlé des litiges d'ordre juridique et d'ordre non-juridique. Il s'agit maintenant d'examiner le rôle que l'arbitrage est appelé à jouer en face de cette classification, quel genre de conflits lui est soumis.

Nous avons vu d'après l'appendice du Memorandum du Secrétariat, qu'il établit la compétence de l'arbitrage pour les conflits politiques. Pour le moment il ne s'agit pas du caractère juridique ou non-juridique de ces conflits politiques, mais par le fait qu'on les lie à l'arbitrage on donne à ce dernier le caractère d'un règlement pacifique qui s'écarte du droit, s'opposant ainsi au règlement judiciaire.

C'est surtout par l'établissement de la Cour Permanente de Justice Internationale, qui donne ainsi au règlement judiciaire une existence tangible, que se prononce

le rôle spécial et la tâche que l'arbitrage doit accomplir. Dans un rapport présenté au Conseil au nom du Comité des Juristes sur l'avant-projet de la Cour de Justice Internationale, l'éminent professeur M. Lapradelle déclare expressément : « Les arbitres parfois s'inclinent à se considérer en médiateurs plutôt qu'en interprètes fidèles du droit, en diplomates plutôt qu'en juges, en conciliateurs appelés à prononcer entre États de la manière la moins pénible pour chacun d'eux, plutôt qu'en magistrats appelés à tenir rigoureusement égales les balances de la justice ¹ ». Et M. Lapradelle cite M. Root, qui disait dans ses instructions aux délégués américains à la Conférence de la Haye en 1907 : « Il y a là deux méthodes radicalement différentes, qui correspondent à des conceptions très distinctes, qui conduisent à des conséquences très différentes. »

Cette caractéristique donnée sur les arbitres est plutôt le résultat de l'observation de leur travail pratique, que celui de l'état juridique de l'arbitrage. L'état de fait de l'arbitrage jusque là y est décrit, qui juridiquement ne devait pas élargir son domaine d'appréciation d'un conflit d'une pareille façon. Il ne restait autre chose à faire, au lieu de maintenir cette situation contradictoire, que de consacrer officiellement le vrai rôle de l'arbitrage par l'attribution des conflits de droit à la Cour Permanente,

1. Procès-verbaux des séances du Comité consultatif des juristes, annexe 1, p. 694.

avec laquelle la notion du règlement judiciaire fait son entrée. De cette façon l'arbitrage voit, par le fait qu'on lui retire les conflits de nature juridique, sa tâche clairement dessinée : « La Cour d'arbitrage... à ses caractères propres, son domaine déterminé. Il y a entre la sentence arbitrale et l'arrêt d'un tribunal une différence essentielle différence aussi profonde que celle qui existe entre l'équité et la justice ¹ ».

L'arbitrage est donc considéré comme un règlement pacifique dans lequel les sentences ne basent pas strictement des principes juridiques. Mais il s'agit d'examiner si l'arbitre exerce le rôle qui lui est assigné, sur les conflits non-juridiques, c'est-à-dire s'il s'écarte du droit seulement quand une solution juridique est objectivement exclue ou même en cas de conflits juridiques. Voilà le rapport entre l'arbitrage et le problème de la classification des litiges.

Nous avons remarqué dans le chapitre premier, qu'il est en grande mesure au pouvoir des parties d'attribuer le caractère juridique (pour la solution) à un tel conflit. Il s'en suit, que les parties, de commun accord, peuvent donner à un conflit la solution, telle qu'elles la désirent : ainsi les arbitres peuvent être chargés de régler un conflit juridique, non pas sur le respect du droit.

1. Léon Bourgeois, « Discours prononcé à l'ouverture des travaux du Comité des juristes, chargé de préparer le Statut de la Cour Permanente de Justice internationale.

Dans le Pacte de la Société des Nations on énumère à l'art. 13 les 4 catégories de conflits (que nous avons mentionné déjà) comme susceptibles d'une solution arbitrale ou judiciaire. Nous savons que les conflits en question sont juridiques par nature. On laisse par conséquent aux parties la possibilité de donner à un tel conflit une solution, qui ne serait pas strictement conforme au droit.

Dans les Accords de Locarno on établit également la compétence d'un Tribunal arbitral pour les conflits au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit, en concurrence avec la Cour.

C'est justement, parce que ces deux règlements correspondent à des intentions différentes (ce qui se manifeste dans la différence des bases de la sentence), qu'on n'oblige pas les parties à suivre un règlement déterminé dans un conflit juridique, naturellement dans la mesure où généralement la solution du conflit n'est pas mise en échec. La même faculté est donnée aux parties au sujet de ces conflits dans l'Acte Général de Genève.

Il faut avouer, que cette compétence de l'arbitrage, de régler des conflits juridiques à sa façon, est un empiètement dans un domaine, dont la nature lui est étrangère. Mais cela tient au fait que les Etats cherchent à protéger leurs intérêts politiques. Ainsi à propos de ces conflits de droit, la requête unilatérale à la Cour Permanente étant prévue, la possibilité de la réglementation juridi-

que qui leur est propre, est facilement donnée. Mais malgré cela on donne aux Etats la faculté de satisfaire leurs préférences dans un moment donné pour une solution extra-juridique. C'est finalement une des fonctions de l'arbitrage que d'être utilisé au gré des parties.

L'arbitrage ne couvre donc pas seulement les conflits non-juridiques. On voit plutôt dans ce que nous avons examiné, que son complément consiste dans les conflits politiques dans l'acceptation large du mot.

L'examen de la collaboration de l'arbitrage dans un domaine propre par nature à un autre règlement pacifique, fini, nous étudierons à présent la compétence qui lui est donnée par des conflits, dont la nature correspond véritablement à la sienne.

L'Acte Général de Genève déclare, que tous les différends au sujet desquels les parties ne se contesteraient pas réciproquement un droit, seront portés devant un tribunal arbitral. Voilà le milieu propre de l'arbitrage.

Il est vrai que dans ce genre de conflits ne sont pas seulement compris ceux qui sont non-juridiques, mais qu'y pourraient entrer également des différends, qui sont juridiques par nature. On voit donc apparaître de nouveau le « fantôme » de la définition des conflits juridiques qui par son caractère « compromissaire » avec la volonté des parties, complique également les conflits qui se trouvent de l'autre côté de cette définition.

Somme toute, le fait que des conflits étrangers par

nature y peuvent entrer, n'altère pas finalement la compétence de l'arbitrage, établie pour des conflits non-juridiques. Cela se manifeste surtout dans le caractère de l'organisation arbitrale. Comme nous le savons, déjà, l'arbitrage y est organisé d'une façon si efficace, que son intervention ne peut pas être écartée par une partie de façon arbitraire.

C'est une preuve du progrès technique de l'arbitrage qui est en rapport étroit avec la conception avancée sur lui comme procédure propre à des conflits déterminés et dont le fonctionnement doit par conséquent être assuré de façon efficace.

Par rapport à son caractère facultatif et compétent pour toutes sortes de conflits, on lui attribue ainsi dans l'Acte Général une compétence spéciale et déterminée, qui est rendue obligatoire, sans supprimer son premier rôle.

L'arbitrage peut apparaître comme un système bâtard, qui possède à côté de son rôle et sa compétence spéciales, une compétence générale, entrant dans le domaine d'une autre procédure pacifique. Ce caractère bâtard peut se manifester principalement par les règles, que les parties sont autorisées à prescrire aux arbitres dans leurs appréciations du conflit. Il peut par conséquent arriver, que les parties prescrivent aux arbitres d'appliquer des règles de droit. Voilà un tribunal « arbitral » qui peut parfois être appelé à juger après les principes de droit.

Cette situation équivoque de l'arbitrage peut être nuisible à une détermination précise de sa notion.

Il faut se demander alors, si dans le cas où le tribunal arbitral juge après le droit, nous nous trouvons en face d'un règlement arbitral ou si ce n'est pas plutôt un règlement judiciaire. La même question dans l'ordre inverse peut se poser, quant à la Cour Permanente de Justice Internationale, si elle juge « *ex aequo et bono* » de commun accord des parties. Ce problème sera traité dans le titre final.

Les règles de fond à appliquer par les arbitres.

Comme nous l'avons mentionné déjà, l'arbitrage demande la conclusion d'un compromis lors d'un conflit. Dans ce compromis les parties déterminent tous les détails de l'arbitrage ; ainsi la fixation des règles de fond à appliquer par les arbitres y rentre également. Les parties étant donc libres à cet égard, les règles de fond peuvent varier d'un cas à l'autre. Il n'est donc pas possible de les préciser strictement dans le cas où les parties se servent de leur droit.

Mais l'Acte Général de Genève, qui ne fait pas dépendre le fonctionnement de l'arbitrage uniquement de la volonté des parties et qui prévoit des mesures l'assurant si la libre détermination des parties échoue ou fait défaut, établit pour ces cas également les règles de fond à appliquer par les arbitres. C'est de ces règles prescrites aux arbitres que nous nous occuperons maintenant.

Rappelons la disposition respective de l'Acte Général.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'art. 38 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles, applicables aux différends, le tribunal jugera *ex aequo et bono* (Art. 28). Il en résulte que le tribunal arbitral doit tâcher tout d'abord de trouver une de ces règles ou principes juridiques prévus par l'art. 38 du Statut de la Cour, qui serait applicable au conflit en question. Au premier abord on est surpris de voir un tribunal arbitral chargé de juger premièrement d'après le droit et seulement à son défaut être autorisé à se tenir à sa véritable tâche, c'est-à-dire de juger *ex aequo et bono*. Mais, à la réflexion, on comprend cette prévoyance. Il faut prendre en considération, que si l'Acte Général prescrit des règles à appliquer par les arbitres, elles doivent être de nature telle, qu'elles puissent inspirer aux parties autant de confiance que possible. Et celle-ci peut être gagnée par la prescription de règles objectives, le plus qu'il se peut. D'autant plus que les conflits qui se présentent devant le tribunal arbitral, étant ceux au sujet desquels les parties ne se contesteraient pas réciproquement un droit, peuvent être parfois de nature juridique et comme tels susceptibles d'être résolus par le droit.

Cette prescription de chercher d'abord des principes de

droit applicables au conflit, a été critiquée par d'éminents auteurs, comme MM. Schücking et Verdross.

M. Schücking¹ dit qu'en ce qui concerne les conflits politiques, leur caractère non-judiciaire est évident. Donc, il est absurde de prévoir des principes de droit pour leur solution. Ainsi on rend impossible une solution équitable des conflits politiques, comme une nouvelle réglementation des frontières, révision des dispositions des traités de paix, etc. parce que l'arbitre serait obligé de débouter le demandeur, étant donné que la situation actuelle, par exemple ; de la réglementation des frontières, correspond à l'état actuel du droit.

M. Verdross², en distinguant des conflits de pseudo-intérêts (unechte Interessenkonflikte) et des conflits véritables d'intérêts (echte Interessenkonflikte), déclare que ces derniers sont dirigés vers une modification du droit, parce qu'ils visent le changement d'un état existant dans le sens de la justice et de l'équité. Et l'art. 28 par sa prescription n'est justement capable de résoudre ces conflits, qui continueraient à subsister malgré la solution déboutant le demandeur sur la base du droit. Ce serait mieux si l'art. 28 était conçu de telle manière, que le tribunal arbitral serait autorisé de juger *ex aequo* et *bono* déjà au moment auquel la demande ne pourrait être accueillie sur la base du droit existant.

1. *Berliner Tageblatt*, 18 juillet 1929.

2. *Friedenswarte*, p. 268, septembre 1929.

MM. Schücking et Verdross demandent donc, que des conflits politiques soient résolus *ex aequo et bono*, si le droit susceptible d'être appliqué, n'est pas apte à y mettre fin. Ces éminents auteurs se placent au point de vue de la partie, dont la demande ne trouve pas un appui dans le droit existant. A contrario l'autre partie, dont l'intérêt est juridiquement protégé, qui a pour sa cause le droit existant, serait ainsi préjudicié. La question se présente ainsi comme un conflit entre le droit existant et des intérêts qui demandent une réglementation, disons « sur la base de la justice ». (Nous pensons à des exemples donnés de tels conflits par M. Verdross. Un Etat demande soit une révision des frontières « sur la base du principe des nationalités », soit la disparition des murs douaniers, soit la suppression d'une interdiction d'immigration « sur la base de la justice internationale »).

C'est donc le problème de la lutte entre le droit existant et les nécessités de la vie, qui demandent une adaptation du droit. M. Politis dit très bien : « Le droit n'est que l'image de la vie. Il en subit les incessants changements. Il est comme elle en voie de perpétuelle transformation. La formule ne représente qu'un état social passager. Elle vieillit très vite. Quand elle est trop en désaccord avec les réalités des faits, elle est remplacée par une formule nouvelle ¹. » Mais il faut se demander, si on peut donner à

1. *Les nouvelles tendances du droit international*, p. 13.

des arbitres, destinés à régler un conflit passager, cette importante compétence de préférer des intérêts aussi justes qu'ils puissent être au droit, soit en le détrônant, soit en le modifiant, sans le consentement ad-hoc de l'autre partie, cette grande tâche d'accomplir l'adaptation du droit à la vie.

C'est un domaine, selon nous, qui rentre dans une compétence beaucoup plus étendue et qui dépend surtout dans les relations internationales des facteurs, auxquels s'arrêter, dépasserait le sujet de notre travail. Nous approuvons donc le point de vue de M. Politis, qui dans son rapport au nom de la Sous-Commission sur l'Acte-Général, touche à cette question, qui a fait également l'objet de points de vue différents dans la Sous-Commission. Il déclare, que ce serait alors sanctionner le bouleversement des relations internationales. Aucun traité ne pourrait subsister, pas même un traité de commerce, si, lorsqu'un pays se plaignant de l'application d'un traité de commerce par l'autre partie contractante et allant devant un tribunal, ce tribunal, après avoir constaté que la partie dont l'action est critiquée, n'a fait qu'appliquer le traité de commerce, peut avoir le droit de modifier le traité.

Pour conclure, cette prescription de chercher d'abord les critères juridiques qui pourraient être appliqués, rend justement possible la solution, conforme à la nature de chaque conflit. Un conflit juridique, indépendamment

des constructions artificielles de la part des parties sera ainsi résolu d'après le droit (si elles désirent une autre réglementation, elles n'ont qu'à fixer les règles), tandis que le conflit non-juridique à qui aucune des règles et des principes de l'art. 38 du Statut de la Cour peut être appliqué, sera résolu *ex aequo et bono*.

Ainsi l'arbitrage, en accomplissant sa tâche de juger *ex aequo et bono* les conflits non-juridiques, se voit chargé de veiller à ce que les conflits juridiques ne reçoivent pas de solution en dehors du droit.

TITRE II

LA NATURE JURIDIQUE DE L'ARBITRAGE DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Il s'agit maintenant, d'après ce que nous avons mis en lumière sur tout ce qui concerne l'arbitrage, de préciser ses caractères, pour établir sa nature juridique. Il faut avouer que c'est très compliqué, par le fait que l'arbitrage ne se présente pas toujours d'une manière, tout à fait déterminée, comme nous l'avons observé, mais plutôt sous diverses manifestations.

Ce fait est de nature à faire méconnaître l'arbitrage et à le confondre parfois avec d'autres procédures. Nous sommes d'avis, qu'il faut s'en tenir aux critères, qui lui correspondent véritablement et écarter ceux qui par une imprécision juridique se rattachent parfois à son nom.

Nous avons vu que l'arbitrage est généralement institué à côté du règlement judiciaire, comme deuxième procédure pacifique. Il est vrai que l'organe type du

règlement judiciaire est la Cour Permanente de Justice Internationale, mais quand il s'agit de définir la notion du règlement judiciaire, le peut-on à l'aide d'un organe ? Evidemment, non. L'organe est sa manifestation extérieure, mais il ne définit pas la notion en elle-même, qui doit être caractérisée par un critère qui lui soit inhérent. Pour finir cette paranthèse abstraite, le règlement judiciaire est donc une procédure pacifique, qui se caractérise par le fait, que les juges y appliquent le droit.

Il faut par conséquent, pour revenir à l'arbitrage, le considérer sous cet angle, comme une procédure différente du règlement judiciaire. Partant de ce point de vue, nous analyserons alors ses diverses manifestations contraires à sa nature. Nous prenons le cas que nous avons signalé plus haut, où les parties chargent un tribunal arbitral de juger d'après le droit. D'après ce que nous savons, ce qui est précisément le règlement judiciaire, il serait difficile de reconnaître en ce cas à ce tribunal le qualificatif « arbitral ». Et si nous rappelons encore, que, même si l'organisation de l'arbitrage est permise aux parties, ce fait n'est plus toujours distinctif, en raison de ce que l'arbitrage existe aussi, bien que les arbitres n'aient pas été nommés par les parties et les règles de fond non choisies par elles, alors notre doute s'affirme. Par conséquent, le qualificatif « technique » n'étant plus caractéristique de l'arbitrage, le jugement d'après les règles ou principes de droit suffit alors à lui donner le caractère d'un règlement

judiciaire. Nous arrivons ainsi à placer le critère de l'arbitrage dans les bases de la sentence, c'est-à-dire si un tribunal juge exactement d'après le droit ou non.

En ce qui concerne le critère technique, que nous avons fixé dans le caractère occasionnel du tribunal arbitral, il se maintient. Mais cela n'empêche pas, que parfois le règlement judiciaire ne soit exercé ainsi également par un tribunal occasionnel.

Si la Cour Permanente est l'organe représentatif du règlement judiciaire, cela tient à ce que celui-ci soit exercé, comme il est juste, par un organe qui donne toutes les garanties d'objectivité et d'impartialité générales. Mais elle n'est pas tout de même le seul organe. Cela tient au caractère étrange de l'organisation internationale, qui cherche à laisser une place à la volonté des parties dans la mesure de sa compatibilité avec le règlement obligatoire des conflits. Par conséquent le règlement judiciaire peut conserver sa signification, parfois en dépit de singularités techniques de ses organes.

De cette façon, on doit considérer comme un règlement judiciaire, si un tribunal constitué conformément aux dispositions de l'Acte général sur le règlement arbitral, juge après des principes de droit. L'éminent professeur. M. Wehberg dit dans son livre « Das Problem eines internationalen Staateugerichtshofes » : « Il est à remarquer, qu'un arbitre peut juger après des règles de droit. Mais la grande différence entre le règlement juri-

dique et arbitral plutôt médiateur de conflits, consiste, en ceci, qu'un juge doit appliquer les normes du droit strict, tandis que l'arbitre est libre dans leur application. A un arbitre on ne devrait jamais défendre de juger après les règles de l'équité. Mais si cela arrive, alors nous n'avons plus un règlement purement arbitral du conflit ¹. » Ce qui nous intéresse principalement dans cette phrase, c'est le dernier alinéa, où se trouve l'aveu, qu'au cas où l'arbitre juge d'après le droit, la qualification comme règlement arbitral n'est pas juste.

M. Huber, s'occupant de ce problème compliqué, distingue l'arbitrage *lato sensu* et l'arbitrage *stricto sensu* ².

L'arbitrage *lato sensu*, dit-il, comprend tout règlement définitif d'un différend par des personnalités ou organisations choisies par les parties. Mais l'éminent auteur est également d'avis, que la diversité des bases de la sentence n'est pas négligeable et qu'elle nécessite une distinction quelconque. Il dénomme ainsi arbitrage judiciaire (*stricto sensu*) l'arbitrage par application du droit, par rapport à l'arbitrage politique.

M. Schindler ³ dit encore, que l'arbitrage judiciaire peut être exercé soit par la Cour Permanente de Justice Internationale, soit par un tribunal institué ad-hoc etc.

Nous voyons ainsi, que le règlement judiciaire de la

1. P. 22.

2. « Réponse au questionnaire de la XV^e Commission de l'Institut de Droit international », *Annuaire*, p. 762, 1927, II.

3. *Op. cit.*, p. 238.

Cour est également dénommé arbitrage judiciaire. Ce qui est important à retenir, c'est qu'ici aussi l'application des règles de droit constitue une procédure propre et déterminée, que ce soit par la Cour Permanente ou par un tribunal *ad hoc*.

MM. Huber et Schindler comprennent donc sous l'arbitrage judiciaire, la même chose que nous comprenons sous le règlement judiciaire. Dès lors faut-il se demander si l'expression « arbitrage judiciaire » n'est pas de nature à compliquer le problème. La notion du règlement judiciaire est généralement admise et est suffisamment claire et précise, comme on le sait. Donc, pourquoi ne pas accepter cette dénomination si elle est en mesure de mettre en lumière la propriété de l'arbitrage.

Mais M. Huber justement considère, que celle-ci se trouve dans le choix par les parties de ceux qui doivent juger leur différend. Mais si on y fait entrer également le jugement de la Cour Permanente, nous voyons qu'on suppose qu'ici intervient également la volonté des parties quant au choix des juges. De ce point de vue les deux éminents auteurs ne connaissent que l'arbitrage qui peut-être subdivisé conformément aux bases des sentences.

Nous avons montré déjà, qu'il peut y avoir des tribunaux arbitraux où la volonté des parties n'intervient pas et à plus forte raison, la Cour Permanente ne peut être considérée comme ayant été choisie par les parties.

Si les l'États par l'intermédiaire du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations, choisissent les juges, ceux-ci sont alors choisis par la Société toute entière en vue de l'intérêt général. De cette façon on ne peut pas dire que les parties puissent satisfaire dans un conflit déterminé leurs préférences personnelles quant à la composition de la Cour.

Donc, pour conclure, il faut répéter, que le caractère distinctif de l'arbitrage ne peut pas être reconnu dans le choix des juges ou des arbitres par les parties. Et les deux éminents auteurs, étant aussi d'avis que les différentes bases des sentences exigent une distinction quelconque, la dénomination arbitrage-règlement judiciaire est très à sa place. Si nous considérons donc, que la distinction entre ces deux procédures se trouve dans les bases de la sentence, il faut en faire l'application au sujet de la Cour Permanente de Justice Internationale, quand elle juge *ex aequo et bono*. Nous savons par quoi le règlement judiciaire se caractérise et ainsi la Cour Permanente, grâce à son organisation et son fonctionnement en constitue son organe normal d'application. Par conséquent, elle est fonction du règlement judiciaire. Mais si elle juge *ex aequo et bono*, alors *a contrario* elle ne base pas la sentence sur une des règles énumérées dans l'art. 38 de son statut, c'est-à-dire sur le droit, de sorte que nous n'avons plus à faire avec un règlement judiciaire. Il faut prendre en considération, que la Cour doit être

autorisée spécialement par le commun accord des parties à juger *ex aequo et bono*. Donc, par là, on laisse aux parties la faculté de se servir de la Cour Permanente ou non, quand il s'agit d'un règlement *ex aequo et bono*. Si elles s'en servent, alors la Cour est justement le tribunal *ad hoc* constitué par les parties. Elle exprime dans sa composition le consentement *ad hoc* des parties, qui étaient libres, si elle ne leur avait pas plu, de choisir un autre Tribunal, pour qu'il juge *ex aequo et bono*.

De cette façon, la Cour Permanente a ici le rôle d'un Tribunal arbitral passager, à qui les parties ont par hasard dévolu la solution d'un conflit non juridique. Dans ce cas, comme chaque Tribunal arbitral, elle émet des sentences isolées, sans un lien quelconque entre elles. M. Wehberg écrit donc avec raison dans le livre que nous avons tout à l'heure cité : Si on veut comparer l'arbitrage et le règlement judiciaire du Droit international, alors on procède le mieux des buts de ces deux institutions, mais non seulement de la composition plutôt extérieure du Tribunal, qui est moyen pour le but ¹.

Nous avons, de cette façon, cherché à libérer l'arbitrage de ce qui empêcherait d'avoir une vue précise de sa nature, parce que « en employant le mot « arbitrage » « même pour toute décision judiciaire et le mot « justice » même pour toute décision arbitrale, on confond

1. P. 14.

leurs caractères respectifs, on efface leurs limites naturelles, on obscurcit leur différence et on crée des confusions regrettables¹ ».

Nous passons maintenant à la détermination des critères précis de l'arbitrage :

a) Il est une procédure du Droit international en vue de régler des litiges entre États.

b) En ce qui concerne le recours à lui, il est facultatif selon son caractère traditionnel. Mais nous avons constaté, que c'est plutôt un aspect du degré de progrès de l'arbitrage, de sorte qu'avec sa consolidation progressive, il ne se distingue plus absolument par son caractère volontaire, dont l'absence peut, dans des circonstances déterminées, se manifester également dans le choix des arbitres et les règles de fond à déterminer. Par conséquent, pour faire une synthèse du caractère facultatif de l'arbitrage, qu'on cherche à maintenir et de son caractère obligatoire, qu'il commence à revêtir comme procédure en vue d'un but déterminé, il faut donc dire, que l'arbitrage est facultatif dans la mesure où la solution d'un conflit n'est pas compromise. Par exemple, l'arbitrage est rendu facultatif dans les Accords de Locarno et dans l'Acte Général de Genève pour les conflits juridiques, de manière qu'au cas où les parties

1. Loder. « La différence entre l'arbitrage international et la Justice Internationale », Conférence à l'Académie de Droit international, le 31 juillet 1923 », *Bulletin de l'Institut intermédiaire international*, p. 258, octobre 1923, II.

ne recourent pas à un Tribunal arbitral, qui demande naturellement le commun accord, la Cour Permanente est accessible à chacune d'elles ; tandis que dans son chapitre sur le règlement arbitral, L'Acte Général rend l'arbitrage, qui y est l'unique procédure, obligatoire, tâchant encore, autant que possible de laisser aux parties une manifestation de volonté dans l'organisation du Tribunal.

c) Le règlement arbitral s'exerce par des tribunaux arbitraux passagers sans continuité quelconque entre eux. Un tribunal arbitral n'est institué, comme nous l'avons dit déjà, que pour un conflit déterminé, ainsi qu' « emprisonné dans une tâche isolée, le Tribunal ne verra que la cause qui lui est confiée et la solution concrète qui lui paraîtra la plus opportune. Il ne rend qu'une décision également unique et si plus tard un autre Tribunal est désigné pour un autre conflit, le même phénomène se produira dans les mêmes conditions ¹ ».

d) D'après nos développements antérieurs sur la différence entre l'arbitrage et le règlement judiciaire, il résulte que dans le règlement arbitral, les arbitres jugent *ex aequo et bono*. Leurs sentences ne se basent pas strictement ni sur une règle de droit, ni sur un principe juridique, tels qu'ils sont mentionnés dans l'art. 38 du Statut de la Cour.

L'arbitrage ne vient pas nécessairement en considéra-

1. E. Borel, *op. cit.*, p. 552.

tion pour les conflits non-juridiques, mais les parties peuvent lui soumettre également un conflit juridique, qui engage pour elles des intérêts politiques, pour qu'il reçoive ainsi une solution *ex aequo et bono*.

« L'arbitrage est donc une espèce particulière de jugement, qui convient fort bien et est nécessaire au règlement des différends internationaux, dans lesquels l'élément politique domine ou bien auxquels ne conviendrait aucun principe de droit reconnu ¹ ».

e) La sentence qui est rendue par les arbitres est obligatoire pour les parties.

Mais il peut arriver qu'une des parties soutienne, qu'elle implique un excès de pouvoir de la part du Tribunal arbitral. D'après l'Acte Général un tel conflit sur la validité de la sentence peut recevoir une solution à l'aide de la Cour Permanente. Nous donnons la parole à M. Borel à ce sujet : « Et du moment que la Cour Permanente est chargée de trancher tous les différends relatifs à l'application de l'Acte, cette application embrassera également sa décision sur la question de savoir si le Tribunal arbitral est resté dans les limites de sa mission ou s'il a excédé ses pouvoirs. Ainsi serait éliminé désormais de la pratique internationale un risque, qui jusqu'à présent était considéré comme inhérent à la Justice arbitrale, risque d'en affaiblir singulièrement la

1. Ph. de Brown. « Arbitrage et Justice », *Revue de droit international et de législ. comparée*, 1924, p. 320.

valeur et auquel jusqu'ici on n'avait pas trouvé remède vraiment efficace et satisfaisant¹ ».

L'Acte Général, par conséquent, ne touche pas au principe du caractère obligatoire de la sentence des arbitres, mais rend simplement possible un examen par la Cour, pour savoir s'ils n'ont pas dépassé leur compétence.

Nous avons donc déterminé précisément, quelles sont les caractéristiques de l'arbitrage ; en voici maintenant la définition :

L'Arbitrage international est une institution du Droit international positif pour le règlement pacifique des conflits entre Etats sur des bases autres que juridiques aboutissant, à une sentence obligatoire pour les parties, qui peuvent y recourir et l'organiser, ce qui est toujours nécessaire pour chaque conflit, d'après leur volonté dans la mesure où la solution du conflit n'en est pas compromise.

1. *Op. cit.*, pp. 580 et 581.

CONCLUSION

Comme nous l'avons vu, l'arbitrage a pris un grand essor dans la Société des Nations. Cet essor, nous voulons l'envisager maintenant d'un point de vue plus général.

L'arbitrage est devenu dans la S.D.N. surtout par l'Acte Général, une procédure originale et directe de réglementation de conflits.

Expliquons-nous clairement là dessus :

Avant la guerre mondiale les États n'avaient aucune restriction générale de leur droit de recourir à la force, qui par conséquent entraient dans les prévisions normales de chaque État. De cette façon l'arbitrage constituait plutôt un essai, une tentative volontaire et casuelle *d'éviter la guerre*, qui était souvent en pratique la *prima ratio*. Bref, l'arbitrage était un moyen supplétif de la guerre.

Dans la S.D.N. cette situation change, l'arbitrage n'est plus un expédient éventuel, auquel on recourt *lorsqu'on ne veut pas faire la guerre*.

Il devient une des procédures normales, auxquelles les

États sont obligés de recourir pour régler un conflit, sans plus avoir l'alternative de la guerre ou de l'arbitrage.

L'arbitrage par conséquent, jouit d'une existence propre et directe en ce sens, qu'il n'est plus un surrogat de la guerre.

Avant la S.D.N. on ne pouvait que conseiller aux États un règlement arbitral au lieu de la force, à laquelle ils étaient libres de recourir. Maintenant au contraire les membres de la S.D.N. sont *juridiquement* obligés de recourir en des circonstances déterminées (par rapport à d'autres procédures pacifiques) à l'arbitrage. Il n'y a pas le choix entre la guerre et l'arbitrage (à moins qu'un État ne le crée de façon arbitraire).

Ce changement de rôle de l'arbitrage (en général ce fait vient en considération pour toutes les procédures pacifiques) n'a pu s'accomplir que dans une organisation des États, qui a besoin pour son existence de la réglementation obligatoire par des moyens pacifiques de conflits surgissant dans son sein.

Si parfois cette nécessité a été méconnue par quelques membres, c'est qu'alors la S.D.N. a traversé une crise plus ou moins dangereuse. Chaque organisme, surtout dans sa jeunesse est exposé à des crises, qui ne l'empêchent pas quand même de grandir et de fleurir plus tard. Mais pour cela la véritable guérison est nécessaire. Pas de remèdes provisoires et superficiels, mais un trai-

tement qui extirpe le germe de la maladie dans sa racine est seul capable d'une guérison véritable.

Dans ce cas, la S.D.N. fonctionnera normalement, sans risque de voir violer les principes essentiels de son existence.

Vu, le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu, le Président de la Thèse,
Gilbert GIDEL

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- ANZILOTTI. — *Cours de Droit International*, 1^{er} vol. III, éd. Tradt. M. Gidel, 1929.
- BOREL (Eugène). — « L'Acte général de Genève », *Recueil des Cours de l'Académie de la Haye*, t. II, 1929.
- BRIAND (Aristide). — « L'Œuvre passée et future de la S.D.N. », *Revue de Droit international, des sciences diplomatiques et politiques*, 1929.
- BROWN (Ph.-M.). — « Arbitrage et Justice », *Revue de Droit International et de Législation comparée*, 1924.
- BROWN (Ph.-M.). — *La conciliation internationale*, 1925.
- BRUNS. — « Völkerrecht als Rechtsordnung », *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, 1930.
- DECENCIÈRE-FERRANDIÈRE (A.). — « Quelques réflexions touchant le règlement de conflits internationaux », *Rev. gén. de Dr. int. publ.*, 1929.
- DOTREMONT. — *L'arbitrage international et le Conseil de la S.D.N.*, 1929.
- FAUCHILLE. — *Traité de Droit international public*, t. 1^{er}, 3^e partie, 1926.
- FOURVIÈRES. — *Essai sur l'arbitrage*.
- GALLUS. — « L'Acte général d'arbitrage », *Rev. de Dr. int. et de légis. comp.*, 1930.
- HAMMARSKJÖLD. — « Extension de l'arbitrage obligatoire et compétence obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale », *Rev. de Dr. int et de légis. comp.*, 1928.
- HOYER (Olof). — *La solution pacifique des litiges internationaux*, 1925. — *Sécurité internationale*, 1930.
- HOSTIE (Jean). — « Différends justiciables et non-justiciables », *Rev. de Dr. int. et de légis. comp.*, 1928.

- HUBER (Max). — « Völkerbundsvertrag », Conférence faite le 15 décembre 1929 au Berner Juristenverein ».
- KAUFMANN (Paul). — *Die Fortbildung der internationalen Schiedsgerichtsbarkeit seit dem Weltkrieg, besond. durch den Lokarnopakt*, 1927.
- LAMMASCH. — *Rechtskraft internationaler Schiedsgerichte*, 1913.
- LE FUR. — « L'arbitrage obligatoire », *Mélanges Pillet*, pp. 125 et suiv.
- LISZT. — *Das Völkerrecht*, 1925.
- LODER. — « La différence entre l'arbitrage international et la justice internationale », *Bulletin de l'Institut intermédiaire international* 1923 (II). Conférence à l'Académie de Droit international, le 31 juillet 1923.
- MAGYARY. — *Die internationale Schiedsgerichtsbarkeit im Völkerbunde*, 1922.
- MAKOVSKI. — « L'organisation actuelle de l'arbitrage international », *Recueil des Cours de la Haye*, 1931-II.
- DE LAPRADELLE. — *Cours de Droit International*, professé à la Faculté de Droit de Paris, 1930-31.
- MUULS. — « L'art. 28 de l'Acte général de Genève », *Revue de Dr. int. et de légis. comp.*, 1930.
- OPPENHEIM. — *International Law*, II vol., 1926.
- PADOUX. — « Du recours à la S.D.N. en cas de difficultés internationales », *Rev. gén. de dr. int publ.*, 1920.
- POLITIS. — *La justice internationale*, 1924.
- *Les nouvelles tendances du droit international*, 1927.
- « L'Acte général d'arbitrage pour le règlement de différends internationaux », *L'Europe Nouvelle*, 1929.
- « Le problème des limitations de la souveraineté et la théorie de l'abus de droit dans les rapports internationaux », *Recueil des cours de la Haye*, 1925-1.
- « Les Accords de Locarno », *Rev. de dr. int. et de légis. comp.*, 1925.
- RAY. — *Commentaire du pacte de la S.D.N., selon la politique et la jurisprudence des organes de la Société*, 1930.
- Répertoire de Droit international*, publié sous la direction de MM. de Lapradelle et E. Niboyet, t. 1^{er}, l'Arbitrage.
- RIVIER. — *Principes du droit des gens*, 1896.

- SCHINDLER (Dietrich). — « Les progrès de l'arbitrage obligatoire depuis la création de la S.D.N., *Recueil des Cours de l'Académie de la Haye*, 1928 V.
- SCHUCKING (W.). — « Le développement du Pacte de la S.D.N. », *Recueil des Cours de l'Académie de la Haye*, 1927 V.
- STURZO. — *La communauté internationale et le droit de guerre*, 1931. (Traduction Marcel Prelot.)
- STRUP. — *Wörterbuch des Völkerrechtes*, 3^e vol.
- *Das Werk von Locarno*, 1926.
- VERDROSS. — « Die Generalakte der IX. Völkerbundversammlung », *Friedenswarte*, septembre 1929.
- « L'excès de pouvoir dans le Droit international », *Revue de Droit international et de législation comparée*, 1928.
- VISSCHER (Ch.-D.) DE « — Justice et médiation internationales », *Revue de Droit international et de législation comparée*, 1928.
- « La codification du Droit international », *Recueil des cours de la Haye*, 1925, I.
- SCHUCKING-WEHBERG. — *Die Satzung des Völkerbundes*, 1924.
- WEHBERG. — « Le Protocole de Genève », *Recueil des Cours de l'Académie de la Haye*, t. II, 1925.
- « Die Generalakte zur friedlichen Erledigung internationaler Streitigkeiten », *Friedenswarte*, okt. 1929, nov. 1929.
- *Das Problem eines intern. Staatengerichtshofes*, 1912.
- WESTLAKE. — *Traité de Droit international* (traduit de la 2^e édition, par M. A. de Lapradelle), 1924.
- Annuaire de l'Institut de Droit international*, I. 1927, II. 1929, Rapport de MM. Borel et Politis, XV^e Commission. « L'extension de l'arbitrage obligatoire et la compétence obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale ».
- Rapport de MM. Barra et Mercier sur la procédure arbitrale.

Documents officiels.

- Procès-verbaux* de l'Assemblée de la Société des Nations : 1924, 1925, 1926, 1927, 1928.
- Procès-verbaux* du Conseil de la Société des Nations, 17, 18, sept. 1923
- Procès verbaux* de la 1^{re} Commission, 1924, 1928.
- Procès-verbaux* de la séance mixte de la 1^{re} et 3^e Commission, 1928.

Rapport, présenté par M. Politis à la V^e Assemblée de la Société des Nations, sur l'arbitrage et la sécurité et le désarmement (1^{re} et III^e Commission) .

Rapport par M. Politis au nom de la Sous-Commission à la 1^{re} Commission, 1928.

Note introductive aux conventions de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire, par le Comité d'arbitrage et de sécurité.

Rapport de M. Paul Bastid sur l'Acte général d'arbitrage devant la Chambre Française, juin 1930.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE	
L'ORGANISATION DE L'ARBITRAGE DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS	5
TITRE PREMIER	
L'organisation de l'arbitrage dans le Pacte de la S.D.N. ...	7
CHAPITRE PREMIER	
<i>Les art. 12 et 13 du Pacte</i>	<i>10</i>
<i>L'exécution de la sentence</i>	<i>21</i>
TITRE II	
L'évolution de l'arbitrage dans la Société des Nations	27
<i>Chapitre premier.</i>	
<i>L'Acte général de Genève et ses antécédents</i>	<i>29</i>
<i>Chapitre II :</i>	
<i>Les causes efficientes de la genèse de l'Acte général</i>	<i>33</i>
<i>Section première : Le Problème Arbitrage-Sécurité-Désarme- ment</i>	<i>34</i>
<i>§ 1^{er} Le Protocole de Genève</i>	<i>38</i>
<i>Appréciation du Protocole.....</i>	<i>51</i>
<i>§ 2^e Les Accords de Locarno</i>	<i>53</i>
<i>Appréciation des Accords de Locarno</i>	<i>63</i>
<i>§ 3^e La résolution de l'Assemblée du 26 septembre 1927.</i>	<i>64</i>
<i>Chapitre III :</i>	
<i>L'organisation de l'Arbitrage dans l'Acte général de Genève.....</i>	<i>66</i>

Les litiges à soumettre au règlement arbitral.	67
Le Tribunal arbitral.	69
Le compromis.	73
Dispositions générales.	80
Les réserves	84
Appréciation de l'Acte général de Genève	92

II^e PARTIE

LA NATURE JURIDIQUE DE L'ARBITRAGE DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS..... 99

TITRE PREMIER

La différence entre l'arbitrage et le règlement judiciaire ..	103
a) <i>La différence technique</i>	105
b) <i>La différence juridique.</i>	109

Chapitre premier :

<i>Les conflits juridiques et politiques.</i>	112
Section première : Les divergences de vue sur la conception du Droit international et leur influence sur la classification des conflits	115
Section 2 ^e : Les instruments pacifiques examinés dans la 1 ^{re} partie et la classification en litiges d'ordre juridique et non juridique	119

Chapitre II :

<i>La tâche propre de l'arbitrage</i>	126
<i>Les règles de fond appliquer par les arbitres</i>	131

TITRE II

La nature juridique actuelle de l'arbitrage	137
CONCLUSION	149
BIBLIOGRAPHIE	153
TABLE DES MATIÈRES	157

— IMPRIMERIE —

F. BOISSEAU

34, RUE DU TAUR; 34
TOULOUSE

